

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Le Louage des Domestiques

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 27 Mai 1909, à 1 heure

PAR

André PERSONNAZ

Président : M. PLANIOL, professeur.

Suffragants { *MM. MASSIGLI, professeur.*
MAY, professeur.

PARIS

Henri JOUVE, Imprimeur-Editeur

15, Rue Racine, 15

—
1909

LE LOUAGE DES DOMESTIQUES



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Le Louage des Domestiques

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 27 Mai 1909, à 1 heure

PAR

André PERSONNAZ

Président : M. PLANIOL, professeur.

Suffragants { *MM. MASSIGLI, professeur.*
MAY, professeur.

PARIS

Henri JOUVE, Imprimeur-Editeur

15, Rue Racine, 15

1909



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

AVANT-PROPOS

Dans la vaste corporation des domestiques, je n'ai voulu m'occuper que de ceux attachés à la personne, que l'on a pris l'habitude de désigner sous le nom de « gens de Maison » (1)

Je laisse donc de côté, volontairement, les domestiques attachés à l'exploitation des terres qui ont des conditions d'existence très différentes de celles des domestiques urbains.

La situation des domestiques a ceci de spécial qu'elle est, encore aujourd'hui, régie par les usages en vigueur dans l'endroit du louage. Le juge en tient compte très souvent, spécialement dans les questions d'indemnités de renvoi, de durée de louage et des congés et même dans toute autre question, pourvu que l'usage auquel il se réfère soit bien établi.

La jurisprudence concernant le louage des domestiques, est en grande partie, renfermée dans les décisions des justices de paix et des tribunaux inférieurs, quelques arrêts de Cour d'appel ou de la Cour de cassation. Cela

(1) Gens de maison sonne sans doute mieux que domestiques.

tient probablement à ce que les contestations entre maîtres et domestiques ont un objet souvent peu important et que les parties n'estiment pas nécessaire d'épuiser tous les degrés de juridiction.

Il n'est peut-être pas inutile de distinguer le domestique proprement dit d'une autre sorte de salarié attaché aussi, mais de moins près, à la personne, tels sont les Secrétaires, les Dames de Compagnie. La différence entre ces derniers et les domestiques est basée sur le degré de dépendance des uns et des autres vis à vis du maître.

CHAPITRE 1^{er}

§ 1^{er} — Généralités

Le louage de travail est le contrat par lequel une personne s'engage à travailler pendant un temps pour une autre, moyennant un prix proportionnel au temps appelé salaire (Planiol) (1).

Zacharias donne la définition suivante : Le contrat de louage d'ouvrage, dans le sens propre, est le contrat par lequel une personne s'engage, pour un prix déterminé, à entrer au service d'une autre personne, ou à faire pour cette personne certains travaux ou ouvrages mécaniques (2).

Cette deuxième définition, au premier abord, paraît plus complète, en ce sens qu'elle envisage les deux catégories d'individus qui louent leurs services — le domes-

(1) *Traité élémentaire de droit civil*, 2^e éd., t. II, p. 566, n^o 1824.

(2) T. IV. p. 397.

tique et l'ouvrier. Mais cette distinction n'est pas utile car, à bien analyser le contrat fait par un ouvrier et celui fait par un domestique, on reconnaît leur identité juridique, Les deux louent leur « force au travail » (1) et les deux sont rémunérés proportionnellement au temps qu'ils ont travaillé. Les conditions dans lesquelles ils dépensent leur force de travail peuvent être différentes ; différents aussi les modes de rémunération, au jour, au mois, à l'année ; s'il survient à l'un et à l'autre un accident, ils seront différemment traités au point de vue de la preuve ; s'il s'élève une contestation entre eux et leur employeur respectif, les mêmes juridictions ne seront pas saisies ; toutes ces différences se justifient socialement, mais elles n'ont pas de base juridique. L'industriel qui engage le même jour un ouvrier et un valet de chambre, a fait deux fois le même contrat. Cette identité, d'ailleurs, n'avait pas échappé aux auteurs du Code civil qui s'occupe du louage des domestiques et des ouvriers dans la même section première du chapitre III, titre VIII, livre III, qui a pour titre : « Du louage des domestiques et ouvriers », et qui établit pour les deux catégories de salariés, les mêmes règles.

Cependant le domestique et l'ouvrier sont traités de manière bien distincte par le législateur moderne, nous

(1) PLANIOL, *ibid.*, n° 1827.

aurons plusieurs fois occasion de le montrer, — et l'on peut dire que si l'on s'est copieusement occupé de celui-ci, on a, peut-être, un peu trop négligé celui-là. C'est qu'il y a entre eux, au point de vue social, une différence profonde, à savoir que le domestique est attaché à la personne de l'employeur. De là découlent certaines différences secondaires parmi lesquelles il faut citer les suivantes. L'ouvrier a un travail fixé qui est à peu près toujours le même; le domestique qui s'engage sait, dans les grandes lignes, ce qu'on exigera de lui, mais il ignore le détail des occupations que le bon plaisir ou le caprice du maître lui imposera. L'ouvrier jouit d'une indépendance beaucoup plus large que le domestique. La personne du patron peut être indifférente à l'ouvrier qui souvent, dans la grande industrie, ne connaît même pas son employeur; elle ne peut l'être au domestique qui vit en contact avec son maître.

Mais la différence sociale entre ouvrier et domestique est impuissante à expliquer d'une façon satisfaisante la diversité de traitement de ces deux catégories de salariés. Elle provient aussi, selon nous, d'une cause politique.

Les ouvriers se sont, depuis longtemps, réunis en syndicats qui ont mené grand bruit autour des revendications professionnelles. Une fois les syndicats ouvriers fondés, ils ont vu venir à eux les politiciens qui, contre

les avantages qu'ils en tiraient, ont fait voter des lois industrielles, nécessaires d'ailleurs, mais ne se sont guère préoccupés de l'autre catégorie d'individus régis par le même contrat.

Le même phénomène qui s'est accompli voici quelques années pour les ouvriers, nous le voyons se reproduire pour les domestiques en train de s'organiser professionnellement. Ils suivent une marche parallèle, mais les progrès pour eux seront vraisemblablement plus lents ; il leur est, en effet, par suite de leur profession, difficile de se connaître et par conséquent de se grouper. Mais l'impulsion est donnée. D'ailleurs le but avoué des domestiques est l'assimilation aux ouvriers industriels. Ils désignent leur groupement sous le nom de : Syndicats ouvriers ; le maître ne s'appelle plus le maître ; on l'appelle employeur, on l'appelle patron. Ils veulent attirer sur eux la sollicitude des pouvoirs publics et profiter des lois ouvrières proprement dites, au besoin en les faisant modifier à leur profit (1).

(1) A un autre point de vue, les domestiques cherchent à relever leur métier. — La domesticité devient une profession. Le serviteur donne ses services ; le maître son argent. — Ils sont quittes. — La rubrique « offres et emplois » aux Petites Annonces s'ouvre indistinctement aux domestiques, aux employés, aux bonnes à tout faire.

§ 2. — Aperçu historique

Les domestiques, sous l'ancien régime, n'étaient pas organisés en corporations, comme les ouvriers. Venus, en général, de la campagne, les « laquais » étaient vite mis au fait des roueries du métier et ceux qui étaient en service chez les grands seigneurs, participaient un peu à l'immunité de leurs maîtres. Certes, ils n'avaient pas l'oreille aussi chatouilleuse que ceux de nos jours, et ils se laissaient philosophiquement traiter de « marauds et de coquins ». Mais il est permis de croire qu'ils avaient en retour, une certaine liberté de langage dont le dicton « Insolent comme un laquais », nous donne la preuve.

Il est certain qu'au nombre des domestiques, il y en eut beaucoup, surtout en province et parmi les femmes qui possédaient toutes les qualités désirables : la probité, l'intelligence, le dévouement. Le maître les en récompensait de leur vivant par une familiarité de bon aloi qu'on chercherait en vain aujourd'hui, et à sa mort, il oubliait rarement leur nom dans son testament.

L'article 1^{er} du titre XVII de l'ordonnance de Charles IX du 4 février 1567, renouvelée par la déclaration de Henri II du 21 novembre 1577, interdisait aux domestiques, engagés pour une durée déterminée, de quitter leur place sans le consentement du maître avant l'expi-

ration de leur engagement sous peine d'une amende envers le fisc. Il était défendu de prendre un domestique sortant d'une autre maison, à moins qu'il ne fut porteur d'un congé. Le maître était réciproquement obligé de garder le serviteur toute l'année s'il n'avait de justes motifs de renvoi.

Si le domestique quittait le maître sans motif légitime, on allouait à ce dernier des dommages-intérêts, en tenant compte de ce qu'il lui en coûtait de plus pour se faire servir depuis le départ du domestique et de ce qu'il lui en coûterait jusqu'à l'expiration du temps convenu. Ces dommages-intérêts venaient en déduction des gages dus par le maître. Le maître avait, en outre, le droit d'assigner le domestique pour l'obliger à reprendre son service. Cette solution ne paraît pas très heureuse. Quelle devait être la situation de ces deux ennemis obligés de vivre côte à côte ?

Quand le serviteur a été emprisonné ou a été obligé de fuir pour éviter une prise de corps pour crime ou délit, Pothier (1) faisait une distinction. S'il a été déclaré coupable, c'est par son fait qu'il a quitté son service ; il est donc passible de dommages-intérêts envers son maître. Mais, si sa culpabilité n'a pas été reconnue ou s'il n'est pas donné suite à l'affaire, le domestique a quitté son

(1) Cité par DURANTON, XVII, p. 234.

service par force majeure et il ne peut pas être condamné à payer des dommages-intérêts, il perd cependant le droit de réclamer ses gages pendant le temps qu'il n'a pas servi.

Depuis 1789, il faut signaler les décrets des 8 octobre 1810 et 25 novembre 1813.

SECTION I

L'Article 1780. — Alinéa 1^{er}

L'article 1780 al. 1^{er} du Code civil est ainsi conçu :
« On ne peut engager ses services qu'à temps ou pour une entreprise déterminée ».

L'alinéa 1^{er} de l'article 1780 du Code civil est inspiré de l'article 15 de la déclaration des droits qui précède la constitution du 5 fructidor an III.

ART. 15. — Tout homme peut engager son temps et ses services, mais il ne peut se vendre ni être vendu ; sa personne n'est pas une propriété aliénable.

L'article 1780, quoique contenu dans une section qui s'intitule « du louage des domestiques et ouvriers » a

certainement une portée plus large, et toute personne tombe sous le coup de cette prohibition qui découle du principe de la liberté individuelle. Laurent fait remarquer (1) que cet article n'était pas absolument nécessaire, car la liberté individuelle est un principe d'ordre public auquel on ne peut déroger. Cela est dit dans les articles 6 et 1133 du code civil. Le législateur, cependant, en inscrivant ce principe en tête de cette section a voulu réagir contre l'esclavage encore répandu alors dans les colonies et mettre en garde ceux qui font métier de louer leurs services contre un asservissement opposé au principe de l'indépendance réciproque des personnes.

On peut concevoir en effet que, dans un moment d'entraînement et en vue d'un salaire élevé ou sous l'empire d'autres causes, un domestique veuille s'engager pour toute sa vie. Le cas a pu se présenter. Il faut ajouter qu'il a, dans l'état de nos mœurs, de moins en moins de chances de se reproduire, si bien qu'aujourd'hui, le législateur n'aurait probablement pas pensé à cette prohibition.

L'article 1780, al. 1^{er} stipule « qu'on ne peut engager ses services qu'à temps ou pour une entreprise déterminée. » Ainsi formulé, cet article ne dit pas tout ce qu'il veut dire. Pourrait-on, en effet, en prenant les mots « n'engager ses services qu'à temps » au pied de la let-

(1) *Principes du Droit civil français*. Tome XXV, p. 542.

tre, faire un contrat de louage de services valable pour un temps quelque long qu'il soit ? Pourrait-on se louer pour une entreprise déterminée quelle que doive en être la durée ? Non évidemment. Le but de la loi a été de prohiber l'engagement à vie, ou qui risque de durer toute une vie. Par conséquent, sont nulles en vertu de l'article 1780, al. 1^{er}, non seulement la convention par laquelle on engagerait ses services pour toute la vie, mais encore des conventions de si longue durée qu'elles auraient chance de se prolonger la vie durant. Ainsi serait nulle la convention par laquelle un domestique âgé de trente ans s'engagerait pour cinquante ans ; ou rentrerait en service chez un maître âgé de vingt ans en promettant d'y rester jusqu'au moment où ce dernier aurait atteint l'âge de soixante ans. Tombe de même sous la prohibition de l'art. 1780 al. 1^{er}, la convention par laquelle un ouvrier s'engagerait seulement pour trente ans (1). La vie de l'ouvrier, en effet, doit s'entendre, non de la durée de son existence physique, mais du temps pendant lequel il est capable de travailler ; et une telle convention rendrait à l'ouvrier sa liberté à un âge trop avancé pour qu'il puisse en profiter.

De même le Code n'a pu avoir en vue par « entreprise déterminée » que celle qui ne durerait pas assez long-

(1) Cité par LAURENT, *ibid.* Tome XXV, p. 543.

temps pour absorber, en tout ou en très grande partie, la vie de la personne qui aurait engagé ses services. Entreprise déterminée équivaldrait ici à : fixée pour un temps de..... et encore, ne faudrait-il pas que ce temps remplit une vie entière.

En tout cas, les Tribunaux ont un pouvoir d'appréciation très large, suivant la nature et les circonstances de l'affaire. Ils déclareront la convention faite en violation de l'article 1780 al. 1^{er} c'est-à-dire tendant à obliger le domestique pour toute sa vie ou pour très longtemps, nulle et de nul effet, ou plutôt inexistante. En effet, la cause de l'engagement est illicite, et l'obligation sur cause illicite ne peut avoir aucun effet (art. 1131 C. Civ.) Il résulte de là qu'il n'y a ni créancier ni débiteur. (1)

La prohibition de l'art. 1780 al. 1^{er} n'a pas d'effet vis à vis du maître; celui-ci peut donc s'engager valablement à garder un domestique pendant toute sa vie.

SECTION II

Des conditions de validité du louage de services.

Le louage de services exige, pour sa validité, la réunion des quatre conditions énumérées à l'article 1108 C. Civ. c'est-à-dire : le consentement des parties et non

(1) LAURENT, *ibid.*, p. 544.

comme le dit inexactement le Code de la partie qui s'oblige ; leur capacité ; un objet certain qui forme la matière de l'engagement ; une cause licite dans l'obligation.

§ I. — Consentement

Non seulement le consentement doit exister chez les parties, mais il ne doit être vicié ni par l'erreur ni par le dol, ni par la violence.

L'erreur sur la personne présente ici un intérêt particulier. Très souvent le contrat de louage de services est fait *intuitu personæ* surtout du côté du maître. C'est donc dans ce but qu'il prend des renseignements auprès des personnes chez lesquelles le domestique a déjà servi.

La personne du maître n'est pas non plus indifférente au domestique qui peut vouloir servir telle personne qu'il connaît ou qu'on lui a dépeinte sous un jour favorable. Le dol et la violence se rencontrent rarement dans le contrat de louage de service. (1)

§ II. — Capacité

On doit appliquer les principes généraux contenus dans les articles 1123 1124-1125. Par conséquent le mineur et

(1) Ce qu'on y rencontre plus souvent, ce sont des allégations inexactes sur l'âge, les salaires antérieurement gagnés, les aptitudes professionnelles. « En louage de services il trompe qui peut ».

la femme mariée doivent être autorisés quand ils louent leurs services.

a) *Mineur*. Si le mineur a son père, c'est lui qui doit l'autoriser à engager ses services. Mais s'il est en tutelle, ne faudrait-il pas, vu la gravité de l'engagement et les résultats que le louage de services peut avoir au point de vue de l'avenir, de la santé, de la moralité de l'enfant, l'autorisation du conseil de famille et même, comme la loi l'exige dans les cas les plus graves, l'homologation du Tribunal ? Théoriquement on devrait exiger et l'un et l'autre. En pratique, on se contente de l'autorisation du tuteur seul. L'autorisation sera expresse si le tuteur, comme cela se fait d'habitude, va lui-même présenter le mineur qui entre en place ; elle sera tacite si le mineur est en service au vu et au su du tuteur sans que celui-ci agisse pour amener la résiliation du contrat.

Le mineur émancipé peut louer ses services comme un majeur.

b) *Femme mariée*. La femme mariée qui entre en service a besoin de l'autorisation de son mari. Il faut donc que le mari donne son consentement par écrit, ou qu'il prête son concours à l'acte. Mais cette seconde forme de l'autorisation est bien peu pratique dans le contrat de louage de services qui se constate si rarement par écrit.

A la différence du mineur que l'on considère comme autorisé par cela seul que son tuteur sait qu'il est placé

et qu'il ne fait rien pour s'opposer à l'exécution du contrat, la femme mariée non autorisée qui a contracté et qui continue à louer ses services sans protestation de son mari, ne peut pas se considérer comme autorisée. Dans ce cas, la femme pourrait poursuivre la nullité de l'engagement pris par elle, mais, à moins de circonstances spéciales, elle n'y aurait pas d'intérêt.

Au cas où le mari refuse son autorisation, la femme mariée peut-elle contracter un louage de services avec l'autorisation de justice? On enseigne d'ordinaire la négative en se basant sur ceci que le louage que contracterait la femme mariée engage non seulement ses intérêts pécuniaires, mais sa santé, son honneur, sa dignité, toutes choses qui intéressent le mari au plus haut point. Il est donc seul juge de l'opportunité du contrat.

En pratique nous ne pensons pas que le maître qui engage une femme mariée — le cas est très fréquent à Paris — se préoccupe de savoir si la domestique qu'il prend contracte avec ou sans l'autorisation de son mari.

§ III. — **Objet**

L'objet du louage de services varie suivant qu'on l'envisage du côté du maître ou du côté du domestique. Vis à vis de ce dernier, l'objet consiste dans le travail qu'il promet de faire ; vis à vis du maître, dans le prix qu'il doit payer au domestique.

Le travail qui fait l'objet du louage de services doit être possible. Un contrat qui stipulerait un travail physiquement ou moralement impossible serait inexistant et aucune des parties n'aurait d'action en justice, non pas, seulement, pour poursuivre l'exécution du contrat ce qui se comprend puisque le contrat ne s'est pas formé, mais même pour remettre les choses en l'état ou pour réclamer des dommages-intérêts. Mais le contrat ne cesserait pas d'être valable si l'impossibilité était purement relative à la personne de celui qui a engagé ses services, et s'il ne peut pas exécuter le travail promis, il est passible de dommages-intérêts.

Quant au louage de services qui aurait un objet immoral ou illicite, il faut distinguer si les services sont immoraux ou illicites en eux-mêmes ou s'ils ne le sont que relativement à l'une des parties. Dans le premier cas, pas d'action, ni pour l'un ni pour l'autre contractant. On ne peut pas alléguer en justice sa propre « turpitude ». Dans le second cas, lorsque les services rendus n'ont rien d'immoral en eux-mêmes, mais que l'une des parties, le maître par exemple, les emploie dans un but immoral, le maître seul, c'est-à-dire celui qui aurait usé d'une chose indifférente en elle-même pour un but mauvais, est privé de l'action.

§ IV. — Cause.

Le louage de services qui serait sans cause ou sur fausse cause, ou sur cause illicite, ne peut avoir aucun effet. Il faut appliquer au contrat qui nous occupe les règles générales posées par l'article 1131 du code civil. La cause illicite dit l'article 1133 du code civil est celle qui est prohibée par la loi, contraire aux bonnes mœurs ou à l'ordre public.

SECTION III

Formation et preuve du louage de services

§ I. — Le louage des services étant un contrat consensuel, le consentement des parties suffit pour qu'il soit parfait. Il n'est donc besoin d'aucune formalité et le consentement des parties peut revêtir telle forme qui leur semble bonne.

Il existe dans la matière qui nous occupe un usage, celui du denier à Dieu, très répandu à Paris, qui sert à établir la formation du contrat. Il consiste en une petite somme d'argent remise par le maître au domestique lors de l'engagement de ce dernier. En même temps, il procure à chaque partie un moyen de dédit pour leur permettre de rompre le contrat intervenu ; le maître perd la somme donnée ; le domestique rend celle qu'il a reçue.

Mais si le domestique qui rompt le contrat intervenu, avant tout commencement d'exécution retient la somme qui lui a été remise à titre d'arrhes par le maître, il ne commet pas le délit d'abus de confiance. « Le fait de donner et de recevoir des arrhes dans ces conditions, constitue simplement une obligation civile dont l'inexécution par l'une des parties peut motiver de la part de l'autre une action de dommages-intérêts. » Tribunal corr. Poitiers, 8 Novembre 1905. » (1)

Le denier à Dieu est le signe de l'existence du bail des domestiques. Pour pouvoir, en cas de contestation, prouver par témoins qu'il a été remis, il faudrait qu'on puisse prouver par témoins, le bail lui-même, et cette preuve n'est possible qu'autant que la valeur du bail ne dépasse pas cent cinquante francs. On voit donc que — l'écrit étant infiniment rare en cette matière — cette preuve sera difficilement possible, le montant des gages des domestiques, même les moins payés, dépassant ordinairement cette somme. Ce n'est pas, en effet, sur le salaire d'un mois qu'il faut se baser, mais il faut calculer tout ce que le maître devra au domestique à la fin du contrat. Ainsi le louage d'un domestique, engagé pour un an à cinquante francs par mois, ne pourra pas être

(1) Recueil des Sommaires, 1906, N° 506, p. 129.

prouvé par témoins, car le total de ses gages s'élève à six cents francs par an.

§ II. — L'Article 1781

L'article 1781 abrogé par la loi du 2 août 1868 était ainsi conçu :

Le maître est cru sur son affirmation. — Pour la quotité des gages. — Pour le paiement du salaire de l'année échue. — Et pour les à comptes donnés pour l'année courante.

Cet article apportait au droit commun une double dérogation.

1° Il ne permettrait pas au domestique de recourir à la preuve testimoniale même en matière n'excédant pas 150 francs pour prouver le montant de ses gages et les versements à lui faits par le maître.

2° Le maître était cru sur son affirmation pour la quotité des gages, pour le paiement du salaire de l'année échue, et pour les à-comptes donnés pour l'année courante. De sorte que le juge, même doutant de la véracité du maître, n'avait pas le droit de déférer le serment au domestique. — La plupart des auteurs admettaient la nécessité pour le maître d'une affirmation avec serment. — On essayait de justifier cette préférence donnée au maître parce qu'il devait inspirer plus de confiance que le domestique, à cause de son instruction, de sa fortune. Ces

raisons étaient assez mauvaises ; il y a des maîtres aussi peu instruits et quelquefois guère plus riches que leurs domestiques. On disait aussi que le domestique avait suivi la foi du maître.

La loi du 2 août 1868 a aboli cet article considéré comme blessant l'égalité. Il s'en suit que la preuve du louage de services est actuellement soumise aux règles du droit commun. Examinons donc quelle est la situation respective des parties en cas de contestation sur les gages.

Le domestique, aux termes de l'article 1315, alinéa premier, doit établir sa créance contre le maître. Si le montant des salaires qu'il réclame dépasse 150 francs et qu'il n'ait pas de preuve écrite, dans l'impossibilité où il se trouvera d'administrer la preuve, le domestique en sera réduit à celle résultant de l'aveu du maître ou du serment qu'il lui déférera, c'est-à-dire à accepter ce que le maître voudra lui donner. Si l'on remarque — comme nous l'avons déjà dit — que ce contrat se constate très rarement par écrit et que c'est, non le salaire d'un mois, mais le montant des salaires de l'année qui ne doit pas dépasser 150 francs, il en résulte que la situation du domestique est en fait, la même que sous l'empire de l'art. 1781. On a simplement donné au salarié une satisfaction d'amour-propre.

Le tribunal de paix de Merdrignac (Côtes-du-Nord), a

rendu sur la matière qui nous occupe le jugement suivant : « La règle qu'au-dessus de 150 francs, la preuve par écrit est seule admise comporte une exception, lorsqu'il y a eu impossibilité physique ou morale de se procurer soit un titre de créance, soit un titre de libération. Il en est ainsi spécialement pour le cas d'un domestique qui réclame le paiement de ses gages ». (1)

Une décision analogue a été rendue en faveur du maître par le tribunal de paix de Mirambeau (Charente). « Comme il est moralement impossible à un maître de prouver par écrit qu'il a payé les gages de ses domestiques illettrés, le juge de paix saisi par ceux-ci d'une demande en paiement de leurs gages, peut se baser sur l'art. 1348 du Code civil pour admettre le maître à prouver par témoins qu'il a payé les gages indûment réclamés (2) ».

Ces deux jugements sont des extensions abusives des exceptions établies par l'article 1348 à la grande règle de droit, en matière de preuve testimoniale. Cet article, en effet, vise quatre cas ; l'énumération qu'il en fait est limitative, et ni l'une ni l'autre espèce ne rentre dans aucun de ces cas, ou même ne s'en rapproche. Quelle impossibilité physique ou matérielle y a-t-il à ce qu'une domestique — en ces temps d'instruction répandue — se

(1) Rec. Somm., 1907, N° 6296, P. 1183.

(2) Rec. Somm., 1905, N° 1184, p. 905.

procure un titre de créance ? Le second jugement, il est vrai, parle d'un domestique illettré. En pratique, on ne constate pas le louage par écrit, mais cela ne veut pas dire qu'il y ait impossibilité à le faire. Si cette jurisprudence s'établissait elle tendrait à ajouter à l'art. 1348, une cinquième exception qui n'est pas dans l'esprit du législateur. Ces décisions qui sont équitables sans doute, manquent de base juridique.

La situation du domestique n'est pas meilleure quand la créance qu'il réclame est inférieure à 150 francs. Il pourra, alors, il est vrai, établir par témoins, qu'il est en principe créancier du maître, car il lui rend des services au vu et au su de tout le monde ; mais quand il s'agira pour lui de prouver quelle somme le maître lui doit, il devra encore s'en remettre à la bonne foi de ce dernier, car il y a peu de chance que la convention faite entre eux ait eu des témoins.

Il faut remarquer qu'en raison du principe de l'indivisibilité de l'aveu, le maître devrait être cru, si en avouant l'existence du contrat, il déclarait, en outre, avoir payé une partie des gages que le domestique lui réclame. Le serviteur serait donc reconnu créancier, mais sa créance ne serait établie que pour la somme dont le maître se déclarerait encore débiteur envers lui.

Faudrait-il pousser plus loin cette conséquence de l'indivisibilité de l'aveu et dire que ce principe est appli-

cable même quand le fait que le domestique veut prouver est reconnu indépendamment de l'aveu ? C'est la question que le juge de paix de Domfront a eu à examiner le 6 février 1907 (1). Il s'est prononcé pour la négative. « Le principe de l'indivisibilité de l'aveu — a-t-il dit — cesse d'être applicable en pareil cas. En effet, à moins de faire revivre l'article 1781 du code civil, il ne saurait être admis qu'il suffise à un maître, se retranchant derrière le bénéfice de l'indivisibilité de l'aveu, de déclarer en justice que le domestique a été à ses gages pendant un certain temps, pour qu'il soit cru sur les à comptes qu'il dit avoir versés sur les gages ». Mais le principe de l'indivisibilité de l'aveu reste entier quand le fait que le domestique veut prouver n'est pas reconnu indépendamment de l'aveu du maître. En ce cas, le serviteur devra s'en rapporter à la parole du maître.

Examinons la situation de ce dernier. Elle n'est guère moins fâcheuse. •

Le domestique ayant établi l'existence de sa créance et son montant, c'est au maître à prouver sa libération (art. 1315, code civil). Et la preuve par témoins ne lui est permise que pour les sommes n'excédant pas 150 fr. Au-delà de cette somme, si le maître n'a pas un commen-

(1) Rec. Somm., 1907, n° 3444, p. 658.

cement de preuve par écrit, il se trouvera vis-à-vis du domestique dans la même situation que celui-ci vis-à-vis du maître avant l'abrogation de l'article 1781, c'est-à-dire « à la discrétion du domestique, en ce sens qu'il en sera réduit à la preuve résultant de l'aveu de celui-ci ou du serment qu'il lui déférera (1) ».

Tels sont les résultats de l'abrogation de l'article 1781. En pratique ils ne sont guère appréciables.

« Le maître diligent doit donc exiger des quittances écrites de ses domestiques ou ouvriers, si la somme dépasse 150 francs. Si l'ouvrier ne sait pas écrire, le maître est en droit d'imposer une quittance notariée. Ces exigences sont-elles vraiment conformes aux usages de la vie journalière ? En fait, le maître ou le patron ne demande presque jamais de quittance écrite. Qu'il s'élève plus tard une contestation entre le patron et l'ouvrier et, à défaut d'écrit, au-dessus de 150 francs, le patron en sera réduit à déférer le serment à l'ouvrier. La loi nouvelle conduit donc, en pareil cas, au même résultat que l'article 1781, seulement, le serment, au lieu d'être déféré par le juge au patron, est déféré par le patron à l'ouvrier. Il est juste de reconnaître que, le plus souvent, les procès de cette nature porteront sur des sommes inférieures

(1) BAUDRY-LACANTINERIE, *Précis de droit civil*. 5 Ed., T. III, p. 458.

à 150 francs (1), et qu'alors la preuve testimoniale sera ouverte. Mais n'aurait-il pas été plus simple d'admettre ici cette preuve dans tous les cas, même au-dessus de cent cinquante francs ! Et on remarquera que la preuve testimoniale aurait été relativement facile, car les ouvriers sont, en général, payés le même jour, à la même heure, en présence de tous (2) ».

Des rapports existants entre maîtres et domestiques, il résulte que les modes ordinaires de preuve du mandat ou du dépôt ne leur sont pas applicables, la qualité de domestique entraînant, par elle-même, celle de mandataire et de dépositaire. Par suite il n'est pas besoin d'un écrit pour prouver le mandat en vertu duquel le maître a donné à son domestique qui l'a détournée, une somme destinée à payer des factures. L'écrit sera d'autant moins nécessaire que le domestique ne niera pas avoir reçu cette somme.

(1) Cette restriction est exacte quand il s'agit d'ouvriers payés à la semaine ou à la quinzaine, elle ne l'est plus quand il s'agit de domestiques au mois et qui sont quelquefois payés irrégulièrement. La contestation sur le salaire même d'un seul mois peut dépasser 150 francs quand il s'agit de chauffeurs dont les gages courants sont de deux cents, deux cent cinquante francs ou davantage.

(2) GLASSON, *Le Code civil et la question ouvrière*, p. 20.

CHAPITRE II

Obligations résultant du louage de services

Le contrat de louage de services étant un contrat synallagmatique, il en résulte des obligations à la charge du domestique, de même qu'à celle du maître.

SECTION PREMIÈRE

Obligations du domestique

Il ne rentre pas dans ce cadre d'énumérer tous les devoirs du domestique ; devoirs d'obéissance, fidélité, honnêteté, dévouement, que la morale exige du serviteur. Je ne m'attacherai qu'à l'obligation d'accomplir convenablement les services qu'il a promis , ici, nous nous plaçons sur le terrain juridique.

Pour que le domestique remplisse l'obligation contractée envers le maître, il est nécessaire qu'il se soumette

à celui qui l'emploie et de fait il y a subordination du serviteur au maître. Toutefois l'obéissance du domestique ne doit pas être aveugle ; il doit opposer un refus aux actes immoraux ou illicites que le maître lui commanderait.

§ I. — Dommages-Intérêts

Le domestique a promis ses services, il doit les donner comme il les a promis ; c'est une obligation de faire qui, en cas d'inexécution, doit se résoudre en dommages-intérêts. Et l'article 1144 qui autorise le créancier, au cas où l'autre partie manque à ses engagements, à faire exécuter lui-même l'obligation aux dépens du débiteur, ne peut pas trouver ici son application, car le contrat de louage de service est fait, en général, *intuitu personæ*. Le maître n'aura donc que la ressource des dommages-intérêts. Ressource théorique et bien illusoire. Le domestique, en effet, est presque toujours insolvable, et même eut-il quelque bien, quel maître, dans l'état actuel des mœurs, intenterait contre son domestique une action en dommages-intérêts parfaitement légale d'ailleurs ?

Et cependant, les dommages-intérêts sont réciproques ; il suffit, pour les admettre à la charge du domestique comme à celle du maître, de se rappeler la nature de notre contrat ; il est synallagmatique, c'est-à-dire, qu'en-

gendrant des obligations à la charge des deux contractants, l'inexécution des obligations de l'une des parties envers l'autre, rend celle qui n'a pas satisfait passible de dommages-intérêts.

§ II. — Amende

Dans les rapports entre patrons et ouvriers, la pratique légitime, mais si impopulaire de l'amende s'est établie depuis longtemps et continue à fonctionner. Toute malfaçon, tout retard, enfin toute infraction au règlement d'atelier, sont punis d'une amende que le patron retient sur le salaire de l'ouvrier. Ces amendes sont l'application de la clause pénale (1).

L'amende que l'on pourrait infliger à un domestique ne pourrait pas avoir le même caractère que celle de l'ouvrier. Celui-ci est soumis, en effet, à un règlement très sévère, rendu nécessaire par l'agglomération de travailleurs dans un même endroit. Le moindre désordre entraînerait des pertes de temps et d'argent considérables. D'ailleurs les amendes sont fixées d'avance et correspondent, quant à leur taux, à une infraction déterminée.

L'amende du domestique trouverait son application au cas où il aurait brisé un objet précieux, une pièce rare

(1) PLANIOL, 2 éd., t. II, p. 574, n° 1845.

qui d'ailleurs ne serait pas couramment entre ses mains et sur la fragilité desquels on aurait attiré son attention. L'amende à infliger dans ce cas ne saurait représenter la valeur de l'objet ; ce serait une petite somme d'argent dont la perte rappellerait au domestique sa maladresse et l'inviterait à plus de soin pour l'avenir. L'usage de faire payer aux domestiques le prix des objets de peu de valeur cassés par eux, existe dans quelques rares maisons ; n'est-ce pas là une application inconsciente du principe de l'amende autant qu'une réparation du préjudice causé ?

Seulement, comme l'amende du domestique n'est pas prévue d'avance et qu'elle a un caractère notablement différent de celle infligée à l'ouvrier, ce n'est pas sur le principe de la clause pénale que l'on pourrait baser sa légitimité. C'est plutôt sur l'article 1137 C. civil qui domine toute la matière des contrats ainsi qu'en fait foi le dernier alinéa de l'article. Le domestique est donc tenu d'apporter à la conservation des choses qui lui sont confiées tous les soins d'un bon père de famille. Son inhabileté professionnelle peut être considérée comme engageant sa responsabilité et comme motivant et justifiant l'amende.

Mais cette responsabilité du serviteur trouve une limite dans le fait qu'il travaille sous la surveillance du maître. Si celui-ci commet l'imprudence de laisser jour-

nellement aux mains du domestique des objets de prix que le moindre choc peut briser — un service de table précieux, par exemple — c'est le maître qui est en faute. L'habileté, les forces du domestique et l'attention qu'il doit, en ce cas, porter à ses moindres mouvements ont une limite.

Il a été jugé, dans ce sens, que le maître n'est pas fondé à retenir sur les gages de sa domestique le coût intégral d'une cuvette de prix brisée fortuitement et non intentionnellement par celle-ci. Car s'il plaît à un maître de placer entre les mains d'une domestique plus ou moins expérimentée des objets de valeur, pour un usage journalier, le maître encourt un risque dont il ne saurait faire supporter toutes les conséquences à la domestique, et celle-ci ne peut-être exposée à des retenues hors de proportion avec le prix des services qu'elle rend. — Trib. paix, Lyon, 14 janvier 1903 (1).

Cette question de l'amende que l'on peut infliger au domestique n'est intéressante qu'au point de vue théorique car, en pratique, l'amende est très rare. La réputation du maître qui aurait l'habitude d'en infliger serait vite faite dans la maison, dans le quartier parmi les domestiques, dans le bureau de placement et au syndicat

(1) Rec. Somm. 1903, n° 3975; p. 714.

où il s'adresserait. Ici, comme en matière de dommages-intérêts dus par le domestique, les mœurs battent en brèche le droit.

SECTION II

Obligations du Maître

Outre les obligations juridiques que le louage de services entraîne à la charge du maître et que nous examinerons dans cette section, des devoirs moraux découlent pour lui de sa qualité de maître. Nous ne pouvons que les indiquer en passant.

Le maître doit être indulgent avec le domestique et celui-ci — témoin quelquefois mieux informé que le maître lui-même — le sera avec lui. Le traiter avec bonté, avec les égards qu'une personne doit à une autre personne n'est pas seulement un devoir, c'est aussi le moyen de s'attacher le domestique qui est loin d'être insensible à quelques attentions.

Entre l'homme qui commande et l'homme qui obéit, il faut savoir, en un mot, rapprocher le plus possible les distances ; le respect du domestique pour le maître n'en souffrira pas. Le maître a un devoir spécial de protection envers les jeunes filles et les femmes à son service.

Nous traiterons dans un même paragraphe les questions du salaire et de la nourriture des domestiques, réservant un paragraphe spécial à celle du logement qui, bien qu'accessoire du salaire au même titre que la nourriture, nécessite un plus grand développement.

§ I. — Salaire et nourriture

L'obligation principale du maître est de payer au domestique le salaire convenu qui, dans le louage de services, prend le nom de gages.

Les gages sont à peu près unifiés à Paris. Ils consistent en une somme d'argent payable en général, par mois, à laquelle on ajoute dix à quinze francs d'ordinaire, destinés à l'achat du vin du domestique. Celui-ci est en plus blanchi, éclairé, logé, habillé en partie (1), de sorte que ses gages en argent ne forment qu'une portion de son traitement total.

A cela s'ajoute ce que le maître ne donne pas mais qu'il est obligé de laisser prendre et qu'il paie indirectement ; nous voulons parler du « sou du franc ». Le sou du franc qui se multiplie par deux, trois, quatre, cinq quelquefois, constitue les « petits profits » de la cuisinière. Ces petits profits doublent souvent les gages. La

(1) Nous n'avons pas ajouté — chauffé —. Ce ne serait vrai rigoureusement que pour les cuisinières.

femme de chambre, le valet de chambre, le cocher touchent un escompte sur les factures qu'ils vont régler, escompte dont le maître — à tout bien considérer — fait seul les frais. Ces pratiques ont passé dans les mœurs : il est inutile d'y résister. Les domestiques les considèrent comme un droit.

Dans les grandes maisons, les effets usagés du maître et de la maîtresse reviennent au valet de chambre et à la femme de chambre qui s'en servent ou les vendent. On voit que les cinquante, quatre-vingt ou cent francs mensuels sont singulièrement grossis.

Les gages, par ailleurs, ont augmenté dans de fortes proportions, un peu partout, spécialement à Paris et tendraient à monter encore sans la concurrence de la main-d'œuvre étrangère (1). La cause de ce relèvement subit et disproportionné que la hausse générale des salaires est impuissante à expliquer, réside, suivant une opinion assez répandue, dans l'envahissement de Paris par les

(1) Les serviteurs étrangers travaillent à meilleur marché et sont moins difficiles. Ils sont pour cela préférés aux domestiques français qui s'en plaignent. Outre les bonnes qui enseignent l'anglais ou l'allemand et qui sont nécessaires, à ce titre, on rencontre souvent dans les grandes maisons, à personnel nombreux, une moitié de domestiques étrangers. Pourquoi ne pas taxer comme on le fait en d'autres pays pour les domestiques français, — Allemagne, Belgique, Hollande, — les domestiques étrangers, au moins ceux qui nous viennent des pays où les nôtres le sont. On protégerait ainsi, dans une certaine mesure, la main-d'œuvre indigène et le Trésor en retirerait quelque profit.

étrangers — Américains du Nord et du Sud particulièrement qui sont habitués dans leur pays, à payer des gages très supérieurs aux nôtres.

Il est certain que dans quelques villes d'eaux (1), bon nombre d'étrangers s'attachent des domestiques indigènes à des prix élevés. Il en résulte le manque de sujets et les prétentions exagérées de ceux qui restent.

Nous avons vu quelle était depuis l'abrogation de l'article 1781, C. civ. la situation respective du maître et du domestique en cas de contestation sur les gages. C'est le juge de paix qui est compétent en cette matière sans appel jusqu'à la valeur de 300 francs, et à charge d'appel à quelque valeur que la demande puisse s'élever. Art. 5 de la loi du 12 juillet 1905. Les juges de paix connaissent... 1° Des contestations relatives aux engagements.... des maîtres, domestiques, ou gens de services à gages.

Il a été jugé, que lorsque le domestique part en congé chez lui, le contrat de louage de services se trouve suspendu ; le salaire intégral, gages et accessoires ne saurait être alors exigé par le domestique qui n'en fournit pas la contre-partie. Donc pendant le congé, l'indemnité

(1) Biarritz notamment et dans les environs.

de logement, de blanchissage, de nourriture n'est pas due aux domestiques à moins qu'ils n'aient été en congé contre leur gré. La preuve d'une telle indemnité incombe aux domestiques parce qu'on ne peut présumer qu'ils sont partis en congé contre leur gré et parce qu'ils réclament un mode de règlement dérogatoire aux conditions du contrat originaire. Tribunal civ. Seine, 7^e Ch. 11 août 1908 (1).

L'article 1023 du C. civ. s'occupe du salaire des domestiques pour régler un cas spécial.

Art 1023. — Le legs fait au créancier ne sera pas censé en compensation de sa créance, ni le legs fait au domestique en compensation de ses gages.

Parmi les créances privilégiées sur la généralité des meubles, énumérées par l'art. 2101, on trouve sous le n° 4, « les salaires des gens de service pour l'année échue et ce qui est dû sur l'année courante ».

L'art. 2271 applique aux actions des ouvriers et gens de travail, pour le paiement de leurs journées, fournitures et salaires, une prescription de courte durée, celle de six mois.

(1) Rec. Somm. 1909. Février p. 233.

L'art. 2272 établit pour l'action des domestiques qui se louent à l'année, pour le paiement de leurs salaires, la prescription d'un an.

La prescription des actions des domestiques varie donc avec leur mode de rétribution, ce qui est la logique même. Ceux qui s'engagent à la journée sont payés tous les soirs ou au moins tous les huit jours : la prescription est plus courte. On l'a prolongée pour ceux qui sont payés à l'année.

La prescription annale de l'art. 2272 du C. civ. est fondée sur une présomption légale de paiement, laquelle n'admet aucune preuve contraire en dehors de celle pouvant résulter aux termes de l'art. 2275, de la délation du serment. Il a été jugé en conséquence que, lorsqu'à une demande en paiement de gages, introduite par une femme de chambre contre ses maîtres, ceux-ci opposent la prescription, la demanderesse ne peut pas être admise à faire tomber, par preuve testimoniale, la présomption de paiement qui s'attache à la prescription invoquée par les défendeurs. Trib. civ. Seine 22 déc. 1903 (1).

Le maître doit encore nourrir le domestique convenablement, de manière à lui permettre de faire le service

(1) Rec. Somm. 1904. N° 4033 p. 747.

qu'il attend de lui. C'est une obligation sur laquelle il n'est pas besoin d'insister. Sa violation serait, d'ailleurs, préjudiciable au maître à tous les points de vue (1).

§ II. — Logement

La question du logement des domestiques est à l'ordre du jour. On l'a appelée la « question du sixième ».

La « Société Française des Habitations à Bon Marché » et l'« Union pour l'action morale » ont pris la chose à cœur. La « Ligue sociale d'acheteurs » (2) s'en occupe. Le « Congrès diocésain de Paris » émet des vœux à ce sujet. Il est certain que ces logements sont défectueux, non seulement à Paris, mais un peu partout, dans les grandes villes. On leur reproche de mettre en péril la santé, les mœurs et d'éloigner les domestiques des maîtres au sens propre comme au sens figuré (3).

On peut donner trois raisons de cette relégation des domestiques dans les étages élevés.

1° La maison-type, mise à la mode par Hausmann tout en hauteur, dans laquelle les étages supérieurs sans

(1) Les domestiques, avertis, soit par des âmes charitables de la maison, soit par des inscriptions — souvent mensongères d'ailleurs — dans la chambre du « sixième » — ou nous en a révélé de typiques — feraient le vide autour d'une telle maison.

(2) Dont le siège est à Paris, 28, rue Serpente.

(3) Voir la lettre de Jean ROZANE du 15 nov. 1907 rapportée dans le Bulletin de la *Ligue sociale d'acheteurs*, 2^e trim. 1908.

ascenseur alors, furent réservés à la domesticité. C'est la raison architecturale.

2° Le projet de Hausmann de faire, dans Paris, des quartiers riches en refoulant les petits loyers vers la périphérie. De cette façon, le prix des terrains monta rapidement et les propriétaires, achetant très cher, durent pour se rattraper, réserver aux appartements le plus de place possible, le moins aux logements des domestiques. C'est la raison économique.

3° Les locataires eux-mêmes voulant profiter de tout leur appartement, ne sont pas fâchés de loger les serviteurs au « sixième ». C'est la raison mondaine (1).

L'aspect de ces étages élevés n'a rien de séduisant. Un long corridor obscur, aux murs salis, sur lequel s'ouvrent à droite et à gauche des chambres exigües. Le sol est carrelé, le toit croule sur la tête ; une « tabatière » qui l'éclaire mal laisse entrer la chaleur et le froid ; on ne peut la garder ouverte parce que la pluie pénètre en même temps que l'air. La chambre est meublée primitivement. L'on a remarqué que presque partout (2) les serrures sont ouvertes par la même clé, que même il n'y a pas souvent de serrures ; les cloisons sont perforées parfois et l'on ne peut s'y mettre à l'abri des regards indis-

(1) A. BECHAUX. *Assemblée Générale de la Société Française des Habitations à Bon Marché de 1903.*

(2) Ces détails sont empruntés au *Bulletin de la Ligue sociale d'acheteurs*. 2^e Trim. 1908.

crets. Lorsqu'on songe à la promiscuité, à l'insécurité de là-haut, on comprend la peur du « sixième » dont sont hantées les domestiques fraîchement débarquées à Paris. Plus tard elles sont bien obligées de s'y faire. En attendant, elles s'y perdent. (1)

Jules Simon disait déjà, à l'Assemblée Générale de la Société Française des habitations à Bon Marché de 1893. « Il faut que votre œuvre se préoccupe du logement des domestiques. Je vous en prie, pensez à ces demeures de luxe au-dessus desquelles il y a de misérables mansardes où sont empilés des domestiques ; voilà des habitations qu'on ne surveille pas. »

Brouardel disait à une des réunions de la même Société : Mesdames, prenez garde ! c'est du sixième que la tuberculose descend dans vos appartements.

Le professeur Pinard fut un des premiers à faire ressortir le danger moral de cette relégation des domestiques et révéla que la Maternité était peuplée par les infortunées victimes du sixième. (2)

(1) R. BAZIN a écrit dans *Donatienne* une page saisissante sur le « sixième. »

(2) Lucien DESCAYES écrivait dans le *Journal* du 6 août 1907. Maîtres et domestiques ne vivant plus ensemble s'ignorent mutuellement. Vous cherchez la barrière qui les sépare : levez les yeux ; elle est presque toujours au sixième, l'odieux sixième, l'école d'immoralité où se dépravent la plupart des bonnes. En passant d'un appartement spacieux, confortable, à leur triste réduit sans air, et sans lumière, comment voulez-vous qu'elles ne comparent pas ? Étonnez-vous des moyens dont elles s'avisent pour égayer leur chambre, réchauffer leur lit glacé, se procurer à leur tour l'illusion d'un peu d'indépendance et de joie ! Je voudrais bien voir un moraliste à leur place. Il redescendrait tout de suite ou bien il ferait comme elles !

La *Ligue sociale d'acheteurs*, le 24 janvier 1905, élaborait un plan de réformes pratiques. Là était la difficulté. R. Bazin disait à un des Congrès de la Société des Habitations à Bon Marché, que l'on se trouverait en face de trois sortes d'ennemis ; l'ignorance, les préjugés, les immeubles et que la résistance de ces derniers serait la moins difficile à vaincre. Comme on ne pouvait prétendre tout réformer, on tomba d'accord sur quelques améliorations réalisables à peu de frais et l'on décida d'étudier le moyen de remplacer les « tabatières » par des fenêtres verticales dans les mansardes et d'y installer des appareils de chauffage. Depuis, la *Ligue sociale d'acheteurs* étudia la question du logement des concierges et celle de l'aménagement des cuisines.

En mars 1908, le Congrès diocésain de Paris, présidé par M. de Mun, émit les vœux suivants :

1° Que les propriétaires fassent désinfecter les chambres des domestiques, chaque fois que l'hygiène le demanderait.

2° Que les vasistas inclinés soient remplacés par des fenêtres. Un récent règlement de la ville de Paris édicte d'ailleurs cette prescription pour les maisons à bâtir.

3° Que les chambres du sixième soient chauffées et aérées.

4° Que les maîtres et maîtresses de maison se rendent

compte des conditions d'hygiène et de moralité faites à leurs domestiques. (1)

La *Ligue sociale d'acheteurs*, poursuivant ses travaux a eu l'idée de dresser une liste des maisons de location où les chambres de domestiques seraient bien aménagées. Mais comme très peu étaient satisfaisantes à tous égards, il a fallu se borner à un minimum : l'aération et le chauffage des sixièmes.

La question vaut qu'on s'en occupe. Il est certain qu'au point de vue moralité comme au point de vue salubrité, le sixième a beaucoup de torts. L'amélioration du logement et la chambre du domestique à l'étage, ne figurent cependant pas au premier rang des revendications des domestiques. Ils perdraient de leur liberté si on les obligeait à coucher dans l'appartement ; c'est peut-être là la cause de leur peu d'empressement. En tout cas, n'est-ce pas au maître à protéger les domestiques contre eux-mêmes ?

Il est probable, vu le mouvement d'opinion qui se fait autour du logement des serviteurs, que si le législateur venait à s'occuper de l'hygiène des domestiques, à l'imitation de ce qui a été fait pour les ouvriers par les lois du 12 juin 1893 et 11 juillet 1903 sur l'hygiène et la

(1) Le *Bulletin paroissial de Saint-Sulpice* du 25 mars 1908, renferme sur la matière qui nous occupe des considérations pleines de sagesse.

sécurité des travailleurs, expliquées et complétées par le décret du 28 juillet 1904 concernant le couchage du personnel dans les établissements industriels et commerciaux, il inscrirait dans la loi l'obligation pour le maître de leur donner un logement plus confortable (1).

§ III. — **Certificat**

La loi du 2 juillet 1890 qui a abrogé les livrets d'ouvriers, impose dans son article 3 une nouvelle obligation au maître. Cet article dispose, en effet, que toute personne qui a engagé ses services, peut, à l'expiration du contrat, exiger de son employeur, sous peine de dommages-intérêts, un certificat contenant exclusivement la date de l'entrée au service, celle de la sortie et le genre de travail auquel elle s'est livrée. Cette disposition générale s'applique sans nul doute aux domestiques pour le placement desquels le certificat joue un rôle plus important encore que pour celui des ouvriers.

Donc le maître doit donner au domestique qui le quitte un tel certificat. Il y ajoute en général son appréciation sur la manière dont le domestique a rempli son service. Si les renseignements étaient diffamatoires, ils engage-

(1) Charles VINCENT a publié, à propos de drames encore d'actualité, un intéressant article, dans la *Gazette de France* du 8 février 1909, sous le titre : *La mort par les domestiques*.

raient la responsabilité de celui qui les aurait fournis, à moins qu'ils ne soient donnés à titre confidentiel. Mais le maître n'est pas obligé de délivrer à son domestique un certificat de probité, de moralité ou d'aptitude professionnelle.

Il a été jugé, en ce sens, que le refus motivé ou non du maître de délivrer au domestique qui le quitte une attestation de probité ou de moralité, ne peut donner lieu à aucuns dommages-intérêts, en effet, aucun texte de loi n'ordonne la délivrance d'un certificat de ce genre.

L'usage étant à Paris, que le certificat soit légalisé par le commissaire de police, le maître dépose au commissariat de son quartier un exemplaire de sa signature dont le domestique requiert ensuite la législation.

SECTION III

Responsabilité du Maître

Le contrat de louage de services fait naître la responsabilité du maître. Cette responsabilité peut être envisagée à deux points de vue. Le maître peut être responsable envers le domestique ; il peut l'être envers les tiers par le fait du domestique.

**a) RESPONSABILITÉ DU MAÎTRE ENVERS
LE DOMESTIQUE**

§ I. — Sécurité

Le domestique, en travaillant pour le maître, use chaque jour ses forces insensiblement ; chaque jour diminue sa puissance de travail pour l'avenir. Ce n'est pas cette moins-value journalière qui engage la responsabilité du maître ; le salaire est, pour le domestique, l'équivalent de cette lente déperdition de sa force de travail. Mais s'il s'est produit chez lui, pendant son service, une brusque et importante diminution de sa puissance de travail qui lui rendra l'engagement futur de ses services plus difficile ; s'il a souffert un préjudice moral ou matériel considérable ou même appréciable, on conçoit que la responsabilité du maître puisse être engagée. Dans quelles conditions ont dû se produire ce préjudice ou cette déperdition de forces qui n'est pas nécessairement la conséquence d'un accident, mais qui peut résulter d'un état de choses permanent et défectueux, le logement insalubre, par exemple ? Faut-il que le maître ait commis une faute ? Le maître doit avoir commis une faute et le domestique, pour obtenir la réparation du préjudice causé doit la prouver. C'est donc l'article 1382 C. civ. qui s'applique au louage des domestiques. Pour les ou-

vriers, les choses ont changé depuis la loi du 9 avril 1898. Cette loi, en effet, déclare le patron responsable de tout accident survenu par le fait du travail ou à l'occasion du travail à l'exception de ceux que l'ouvrier a causés intentionnellement ou qui seraient le résultat d'actes criminels. L'ouvrier n'a plus à fournir la preuve de la faute ; sa situation est donc sensiblement améliorée par cette loi qui met le risque professionnel à la charge du patron. Mais, sans discussion possible, elle ne s'applique pas aux domestiques. Pour eux donc, sauf le bénéfice de la loi du 18 juillet 1907, rien n'est changé et l'article 1382 régit encore les gens de maison.

Les accidents survenus aux domestiques sont peu fréquents. Leurs occupations sont rarement dangereuses. Il peut arriver qu'une bonne, en nettoyant les carreaux, tombe et se blesse. Un cocher est exposé à des coups de pied, à des morsures ; les chauffeurs courent certains dangers.

Cependant, on a depuis longtemps, malgré la rareté des accidents de domestiques, pensé à eux dans les différents projets qui devaient aboutir à la loi du 9 avril 1898. Quand, en 1888, on s'occupa, à la Chambre, de ces questions, M. Roret proposait de garantir les domestiques (1). « Votre loi, disait-il, n'est ni juste ni démo-

(1) Chambre 1888, 25 juin, p. 1889.

cratique, puisqu'elle ne s'applique pas à tout le monde ». Les rapporteurs protestèrent vivement contre l'extension exagérée du nouveau principe. Faisant observer que le risque du domestique n'avait pas augmenté depuis le Code civil, ils insistèrent sur l'émotion que causerait une innovation aussi radicale. « Si chacun pouvait craindre, disait M. Ricard (1), d'être responsable de ceux qu'il fait travailler, d'encourir une lourde responsabilité parce que le journalier appelé pour nettoyer les carreaux ou faire un travail dans le jardin se serait blessé en tombant ou avec sa bêche, on serait justement effrayé. Ce n'est pas ce que nous avons voulu faire. Nous n'avons pas voulu modifier aussi profondément la vie ordinaire ».

On se basait alors pour se refuser à englober les domestiques dans la loi des accidents du travail sur une raison de principe. « L'idée qui sert de fondement à la nouvelle législation est que la réparation des accidents industriels doit rentrer dans les frais généraux et se répartir entre les objets fabriqués avec les dépenses qui figurent dans ce compte. Le patron ne fait qu'une avance à l'ouvrier dont il se récupère sur le prix du produit. Ce raisonnement suppose donc deux personnes associées dans une œuvre de production industrielle. Or, tel n'est pas le cas pour les travaux domestiques. Sans doute on

(1) Chambre 1888, p. 1466.

peut concevoir une législation analogue pour les domestiques, mais elle se rattacherait au droit de famille. L'obligation qu'on ferait peser sur le maître rentrerait dans la catégorie des dettes alimentaires qui existent entre parents » (1).

Bien que les accidents des domestiques soient rares, supposons-en un survenu à un cocher, par exemple, nouvellement entré en service et qu'on a négligé d'avertir qu'il aurait à soigner un cheval rueur. Le cocher reçoit un coup de pied qui le rend infirme. Il aura droit à la réparation du préjudice subi, à une somme d'argent qui compensera la diminution de force de travail dont il souffre. Mais ce cocher devra prouver la faute du maître — en l'espèce, sa négligence à l'avertir du vice du cheval. — En effet, il est soumis au droit commun représenté par la jurisprudence d'avant 1898. Celle-ci d'ailleurs.... « en arrivait à rendre le patron responsable, sans faute appréciable. C'est qu'on le considérait comme tenu d'une obligation positive : prendre des précautions de nature à empêcher les accidents et l'on se montrait de plus en plus exigeant à cet égard » (2).

La jurisprudence actuelle, en matière d'accidents de domestiques, se montre peut-être un peu moins facile.

(1) TARBOURIECH. *La responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail*, p. 247.

(2) PLANIOL, 2^e éd., t. II, p. 272, note I.

Le domestique pour pouvoir réclamer des dommages-intérêts doit établir, que non seulement le travail présentait des dangers particuliers, mais que le maître a fait preuve de négligence en ne prenant pas, pour atténuer ces dangers, certaines précautions qu'il incombe au demandeur de faire connaître » (1).

Les gens de maison se plaignaient de la situation fâcheusement exceptionnelle que leur faisait la loi du 9 avril 1898. Ils ont inscrit au programme de leurs revendications, l'assimilation des domestiques aux ouvriers, quant à la responsabilité des accidents du travail (2).

Le législateur a fait droit, dans une certaine mesure, à leurs réclamations en votant la loi du 18 juillet 1907, ayant pour objet la faculté d'adhésion à la législation des accidents du travail. Cette loi a pour but de placer

(1) Rec. Somm. 1907, n° 1592, p. 296.

(2) Une loi prussienne déjà ancienne oblige les maîtres à donner les soins nécessaires à leurs domestiques atteints par la maladie ou les accidents.

L'avant-projet belge sur le contrat de louage d'ouvrage reconnaît en matière d'accident de travail aux domestiques, les mêmes droits qu'aux ouvriers (art. 100 et ss.). Toutefois la loi établit une différence entre eux. « L'ouvrier doit établir simplement qu'il a été victime d'un accident pendant son travail. Le domestique doit établir en outre que le service cause de la blessure et le mode d'exécution du service lui étaient imposés par le contrat ou lui avaient été expressément ordonnés par le maître. La raison de cette différence est que la surveillance du maître s'exerce plus efficacement sur l'ouvrier que sur le domestique; ce dernier a pour l'accomplissement de son travail une liberté plus grande qui impose cette restriction au projet de loi belge ». (CORNIL. *Du louage de services au contrat de travail*, p. 245).

sous le régime de la loi du 9 avril 1898 des personnes qui n'y étaient pas soumises. Un domestique se blesse pendant son service, le maître est exposé à une action en responsabilité, dans les conditions de l'article 1382. Le domestique devra faire contre lui la preuve de la faute. Le maître court le risque de payer une somme élevée peut-être et qui a pour lui l'inconvénient de n'être pas déterminée à l'avance mais librement appréciée par les tribunaux qui peuvent tenir compte d'un grand nombre de circonstances ; des charges de famille du blessé, de son âge, des augmentations futures de gages que la blessure lui fait perdre — le cocher aurait pu devenir entraîneur, chef d'écurie. — Désavantage donc pour le domestique, obligé de prouver la faute du maître ; désavantage aussi pour le maître par suite de l'incertitude de la somme à payer.

Ces mêmes maître et domestique qui ne tombent pas sous le coup de la loi du 9 avril 1898, peuvent se soumettre aux dispositions de cette même loi, en adhérant à la loi du 18 juillet 1907, de sorte qu'ils seront, au point de vue accidents du travail, considérés comme étant patron et ouvrier. Le maître ne sera plus exposé à payer une indemnité inconnue, mais il servira une pension fixée par la loi du 9 avril 1898 d'une façon forfaitaire et qui se calcule d'après la gravité de la blessure et le salaire. De son côté, le domestique n'a plus besoin de faire la

preuve de la faute du maître. Donc avantage pour les deux ; avantage surtout pour le domestique, car ce dernier éprouvait souvent beaucoup de difficulté à faire la preuve, et la nouvelle loi l'en dispense. Il est vrai qu'il risquait quelquefois de toucher une indemnité plus élevée ; d'après cette nouvelle loi, il touchera moins, peut-être, dans certains cas, mais il touchera sûrement. Tandis que le maître n'a que l'avantage assez mince de payer une indemnité fixée, à vrai dire, par la loi ; mais, plus ou moins forte, il est sûr de la payer dans tous les cas.

C'est par une déclaration simultanée à la mairie, dans les conditions réglées par les paragraphes 2 et 3 de l'art. 1^{er} que la volonté du maître et du domestique de se soumettre à la législation des accidents du travail se constate. C'est donc une sorte de contrat qui se superpose au contrat principal de louage de services. Mais une question se posait. Exigerait-on pour ce contrat les mêmes conditions de validité que pour le contrat de louage ? Qu'arriverait-il, notamment, quand le domestique est mineur, si c'est une femme mariée ? L'autorisation du père ou tuteur ou du mari, selon les cas, serait-elle nécessaire ? « Pour le mineur, répondit le rapporteur au Sénat (1) puisqu'il travaille chez telle ou telle personne, c'est avec l'autorisation de son père ou tuteur. Nous

(1) POIRRIER. Sénat 1907, p. 739.

estimons que cette autorisation lui donne implicitement le droit de débattre son salaire, et, d'une manière générale, sa situation chez son patron. Or, l'assujétissement à la loi de 1898 est l'un des éléments de cette situation. » On se passera donc de l'autorisation du père ou tuteur.

Quant aux femmes mariées, on n'exigera pas non plus pour la validité de ce contrat l'autorisation de leur mari. Le rapporteur disait (1) : « Nous avons pensé, en effet, que la femme mariée à qui le Sénat par ses récents votes, donne la libre disposition de son salaire, avait bien toute qualité pour adhérer sans autorisation au régime de la loi de 1898, régime qui lui est favorable comme à tous les autres salariés. » Cette raison n'est pas heureuse. Que ce second contrat soit à l'avantage de la femme mariée, nous ne le nierons pas ; qu'il soit plus simple de ne pas exiger pour sa validité l'autorisation du mari, c'est incontestable, mais ce ne sont pas des motifs suffisants pour excuser une méconnaissance aussi grave du principe de l'autorisation maritale. Il est vrai qu'il y aurait quelque chose de choquant à exiger l'autorisation du mari pour le contrat accessoire, alors qu'il est si peu d'usage de s'en occuper pour le contrat principal.

L'adhésion à cette loi est entièrement facultative aussi bien pour l'employeur que pour le salarié. La Chambre

(1) POIRRIER, Sénat 1907, p. 739.

des députés avait voté un texte qui laissait place au doute ; il semblait que, lorsque l'employeur s'était placé sous le régime de la loi du 9 avril 1898, le salarié y fut soumis obligatoirement. Cela a paru contraire à la liberté humaine, aussi le caractère facultatif de la loi a-t-il été nettement affirmé dans l'art. 2. « La législation sur les accidents du travail devient alors de plein droit applicable à tous ceux des ouvriers, employés ou domestiques qui auraient donné leur adhésion signée et datée en toutes lettres par eux au carnet prévu par l'art. précédent. »

Ce n'est donc pas à leur insu que la loi s'applique aux ouvriers, employés ou domestiques.

Certaines associations syndicales, et la Chambre de Commerce de Paris auraient été d'avis de restreindre la liberté du salarié. Elles craignaient que, par ignorance, il ne retusât de donner son adhésion à la loi. Aussi, a-t-on, pour l'y décider, simplifié les formes de l'acceptation pour que les salariés se soumissent le plus possible à la loi nouvelle qui, selon le mot du rapporteur au Sénat, leur fait un « cadeau ».

L'article 3 a besoin de quelques explications.

« L'employeur peut, pour l'avenir, faire cesser son assujettissement à la législation sur les accidents du travail, par une déclaration spéciale à la mairie. Cette déclaration dont il lui est immédiatement donné récépissé, est transcrite sur le registre visé à l'art. 1^{er} à la

suite de la déclaration primitive ainsi que sur le carnet.

La cessation d'assujétissement n'a point effet vis à vis des ouvriers, employés ou domestiques qui ont accepté dans les formes prévues à l'article précédent, d'être soumis à la législation sur les accidents du travail ».

Ne semble-t-il pas, d'après cet article, que l'employeur peut, quand bon lui semble, faire cesser son assujétissement à la loi du 9 avril 1898, même pendant le cours du louage pour lequel il a déclaré adhérer à la législation des accidents du travail ? Il y aurait alors conflit entre lui et l'ouvrier puisque le paragraphe 2 déclare que la « cessation d'assujétissement n'a point effet vis à vis des ouvriers, employés ou domestiques ». Il n'en est rien ; l'équivoque provient du mot : « pour l'avenir » qu'il faut éclaircir ainsi : lorsque l'employeur ne sera plus tenu du louage pour lequel il s'était assujéti et qu'il en aura contracté un autre. Ceci ressort des travaux préparatoires. Lorsqu'un contrat aura été passé entre employeur et salarié, il devra être exécuté. C'est seulement pour l'avenir que l'on autorise le maître à faire cesser son assujétissement. Lorsque de nouveaux salariés entreront chez lui, il refusera de recommencer la déclaration ; mais en ce qui concerne les anciens domestiques, qui auront accepté ce régime d'accord avec lui, il continuera à être soumis à la loi du 9 avril 1898, il restera — par

exemple — obligé de payer une pension au domestique blessé à son service.

De l'aveu même du Ministre du Travail et de prévoyance sociale, la loi du 18 juillet 1907 est une loi de transition. La loi du 9 avril 1898 doit être étendue à tous les employeurs, à tous les salariés. « Lorsque cette troisième étape — l'application de la loi du 9 avril 1898 aux accidents de l'agriculture — aura été franchie, le Gouvernement proposera au Parlement d'appliquer la loi du 9 avril 1898 et le principe bienfaisant qu'elle contient à tous les autres accidents » (1).

C'était déjà ce que proposait M. Gourju qui redoutait l'insuccès de la loi nouvelle (2). La plupart des membres du Parlement parlaient d'une loi qui s'imposait ; l'urgence fut votée et au Sénat et à la Chambre (3) Il était intéressant de rechercher quel en avait été le résultat pratique. Les adhésions afflueraient-elles ; seraient-elles simplement nombreuses, ou la loi passerait elle inaperçue ?

Nous avons donc mené auprès des mairies des vingt arrondissements de Paris, et dans les trente-deux principales villes de France une enquête pour rechercher le

(1) Sénat 1907. *Journal officiel* p. 741.

(2) Sénat 1907. *Journal officiel* p. 741.

(3) Une voix au centre déclarait la loi nouvelle très dangereuse.

nombre de déclarations faites en conformité de la loi du 18 juillet 1907, au profit de domestiques. En voici le résultat :

1 ^{er}	arrondissement	.	.	.	.	.	aucune
2 ^e	»	.	.	.	.	.	»
3 ^e	»	.	.	.	.	.	»
4 ^e	»	.	.	.	.	.	une
5 ^e	»	.	.	.	.	.	une
6 ^e	»	.	.	.	.	.	quatre
7 ^e	»	.	.	.	.	.	aucune
8 ^e	»	.	.	.	.	.	»
9 ^e	»	.	.	.	.	.	»
10 ^e	»	.	.	.	.	.	»
11 ^e	»	.	.	.	.	.	»
12 ^e	»	.	.	.	.	.	»
13 ^e	»	.	.	.	.	.	»
14 ^e	»	.	.	.	.	.	»
15 ^e	»	.	.	.	.	.	»
16 ^e	»	.	.	.	.	.	»
17 ^e	»	.	.	.	.	.	une (1)
18 ^e	»	.	.	.	.	.	aucune
19 ^e	»	.	.	.	.	.	»
20 ^e	»	.	.	.	.	.	»

Population approximative : 2.500.000. Total : 7 déclarations.

(1) Par l'un des promoteurs de la loi.

Marseille.	aucune
Bordeaux	I
Toulouse.	aucune
Limoges	»
Tours	I
Le Havre.	aucune
Lille	»
Nancy	»
Grenoble	I
Lyon	aucune
Nantes	»
Rennes	»
Brest	»
Angers	»
Clermont-Ferrand	»
Roubaix.	»
Besançon	»
Poitiers	»
Nice	»
Montpellier.	»
Dijon.	»
Troyes	»
St-Etienne	»
St-Quentin	»
Caen	I
Toulon	aucune
Le Mans.	»
Amiens	»

Reims.	I
Versailles	aucune
Orléans	»

Population approximative : 3.200.000. Total : 5 déclarations

Comme on peut s'en rendre compte par ces deux tableaux, le résultat de la loi pour les domestiques est plutôt médiocre. *Douze déclarations ont été faites* et l'enquête porte *sur une population approximative* de cinq millions sept cent mille habitants.

Si tel a été le succès de la loi dans les grandes villes où elle avait le plus de chance d'être appliquée, que dire des campagnes et des petites villes? A Paris, nous avons pu nous rendre compte qu'elle était ignorée généralement, même des directeurs d'unions ou de syndicats de domestiques. (1)

On peut présumer, par le résultat de cette loi, de l'accueil que recevra celle qui étendra à tous les accidents le principe de la loi du 9 avril 1898. A quelles causes se rattache cet échec? Il est dû, pour partie, à l'ignorance de la loi, mais aussi, sans doute, à la

(1) L'une des difficultés pratiques que l'on rencontre dans l'application de la loi consiste à mettre la main sur le fameux carnet qui fit tant parler de lui aux débats. A Paris, on ne sait où le trouver. La Préfecture de la Seine, le Ministère du travail et les Mairies, se renvoient les gens de bonne volonté qui voudraient adhérer à la loi du 9 avril 1898.

résistance des maîtres qui jugent inutile ou préjudiciable à leur intérêt l'application du principe de la loi du 9 avril 1898 aux accidents des domestiques (1).

L'accident du serviteur qui est chose rare ne préoccupe pas le maître. S'il en était autrement, il aurait un moyen bien simple d'en éviter les conséquences pécuniaires, ce serait l'assurance. Or l'assurance des domestiques est peu répandue. On estime que la proportion des domestiques assurés est à Paris, de 30 %, dans les villes de province, 10 %; elle est infiniment rare dans les campagnes.

Parmi les domestiques, il en est que l'on assure toujours, ce sont les chauffeurs, non seulement contre les accidents dont ils peuvent être victimes, mais contre ceux qu'ils peuvent causer aux autres. Les cochers le sont aussi souvent; les cuisinières viennent ensuite, les gardes-chasse, les concierges, etc... C'est naturellement ceux qui courent le plus de risques que le maître assure d'abord, et le taux des primes annuelles grossit avec les risques, et l'importance des salaires. Voici l'un des tarifs (4 b) de la Compagnie l'*Urbaine et la Seine* qui en applique aussi un autre un peu plus élevé (4 a).

(1) Ce peu d'empressement n'est pas pour donner confiance à ceux qui prônent l'extension à outrance de la loi du 9 avril 1898 — même à la responsabilité des automobilistes.

PERSONNES ASSURÉES	SURPRIMES
Pour les domestiques mâles qui accompagnent l'assuré en automobile ou sont chargés de l'entretien de la voiture sans la conduite.	15 fr.
Pour ceux qui font usage de motocycle. . . .	15 fr.
Pour ceux qui font usage de bicyclette	5 fr.

Cette police garantit :

En cas de mort un capital de 600 fois le salaire quotidien maximum.	3.000 fr.
En cas d'infirmité permanente, un capital pro- portionné à la gravité de cette infirmité et s'élevant jusqu'à 1.000 fois le salaire quo- tidien maximum.	5.000 fr.
En cas d'incapacité temporaire une indemnité journalière égale au demi-salaire ma- ximum.	5 fr.

La responsabilité civile jusqu'à concurrence de 25.000 francs
par victime et 100.000 francs par sinistre.

Les soins médicaux et pharmaceutiques.

Les indemnités de la loi du 9 avril 1898 mises à la charge
du chef de maison si l'application lui en était faite.

§ II. — Salubrité

Nous avons vu que le maître était, sous certaines con-
ditions, responsable de l'accident survenu au domestique
pendant son service. Mais n'est-il responsable que de
l'accident proprement dit ? Ainsi le maître a l'obligation

de loger son domestique. Au cas où celui-ci aurait contracté dans son « sixième » une infirmité — nous avons déjà fait allusion à la question, au début du paragraphe 1^{er} de cette section, en établissant le principe de la responsabilité du maître — lorsqu'il est atteint d'une maladie contagieuse gagnée en soignant son maître, la responsabilité de ce dernier n'est-elle pas engagée ? Il semble qu'il faille répondre affirmativement, pourvu qu'il y ait faute prouvée de sa part ; si, dans le premier cas, le logement du domestique était trop défectueux, si, dans le second, le maître avait obligé son domestique à des soins qu'un garde-malade seul aurait dû donner ou, qu'il n'ait pas pris des précautions d'hygiène élémentaires.

Il a été jugé que le maître qui soumet sa domestique à un travail excessif, est responsable des conséquences qui peuvent en résulter pour sa santé. En conséquence, si ce surmenage a rendu ladite domestique moins apte à résister aux attaques de la maladie mortelle dont elle a été atteinte, c'est à bon droit que ses parents, dont elle était le seul soutien, lui demandent la réparation du dommage à eux causé par la mort de leur fille (1).

Dans cette dernière espèce, la responsabilité du maître est cependant moins engagée que dans les exemples

(1) Paris 28 nov, 1906. R. Somm. 1907. N° 1213, p. 226.

choisis plus haut ; puisqu'ici le service de la domestique n'a pas été la cause de la maladie mais n'a contribué qu'à la rendre plus grave.

Il y aurait donc lieu à la responsabilité du maître lorsque le serviteur a contracté une maladie pendant son service, et qu'il puisse prouver la faute du maître. Cette solution est d'ailleurs en conformité avec les tendances actuelles du droit : la responsabilité de l'employeur est étendue de plus en plus.

§ III. — Moralité

Il est du devoir du maître de veiller sur la moralité de ses domestiques mineurs des deux sexes, surtout sur celle des jeunes filles à son service. Mais ce devoir se double d'une responsabilité qui peut entraîner condamnation à des dommages-intérêts. Il a été jugé que lorsque les maîtres n'ont pas exercé sur une jeune fille placée chez eux comme domestique la surveillance que son âge rendait nécessaire ; spécialement, lorsque pendant un voyage, ils l'ont laissée seule dans une chambre voisine de celle d'un jeune homme, leur responsabilité est engagée, au cas où elle devient enceinte, et ils doivent être condamnés à des dommages-intérêts (1).

(1) Trib. Civ. Avignon 20 avril 1904 ; Rec. Somm. 1905 n° 645 p. 118. Rec. Somm. 1905 n° 2029 p. 370.

Les maîtres pourraient donc être déclarés responsables lorsque pareille mésaventure arrive à une jeune fille qui aurait été logée au « sixième », exposée, par conséquent, et hors de leur surveillance.

Cette jurisprudence n'est que l'application de l'article 1383 du C. civ. qui déclare tout individu responsable du dommage qu'il a causé, non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou son imprudence.

Si la responsabilité du maître ne découlait avec tant de clarté de cet article, on pourrait arriver à l'établir aussi par analogie. L'art. 16 de la loi du 2 novembre 1892, sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, oblige les patrons ou chefs d'établissement à veiller au maintien des bonnes mœurs et à l'observation de la décence publique.

Mais le louage des domestiques pendant lequel maîtres et serviteurs vivent ou doivent vivre à côté les uns des autres, n'engage-t-il pas, à plus forte raison, la responsabilité du maître au point de vue de la surveillance de ses subordonnés ? Si le chef d'industrie, que ses occupations appellent à d'autres soins, peut être rendu responsable de la moralité de ses ateliers, que dira-t-on du maître ?

**b) RESPONSABILITÉ DU MAÎTRE
ENVERS LES TIERS**

Le principe de cette responsabilité est posé dans l'art. 1384 al. 1^{er}. On est responsable non seulement du dommage causé par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre....

Al. 3. Les maîtres et commettants du dommage causé par leurs domestiques et préposés, dans les fonctions auxquelles ils les ont employés.

La responsabilité des maîtres envers les tiers est donc nettement affirmée. Elle est absolue et générale : elle s'étend à tous les actes délictueux ou non commis par les domestiques sous certaines conditions à examiner. Bertrand de Greuille, dans son rapport au Tribunat, disait : « Ils (les maîtres) ne peuvent, dans aucun cas, arguer de l'impossibilité où ils prétendraient avoir été, d'empêcher le dommage causé par leurs domestiques ou préposés, dans les fonctions auxquelles ils les ont employés, et le projet les assujettit toujours, à la responsabilité la plus entière et la moins équivoque. Cette disposition..... ne présente rien que de très équitable. N'est-ce-pas en effet le service dont le maître profite qui a produit le mal qu'on le condamne à réparer ? (1)

(1) LOCRÉ. Procès-verbaux. Discussion du projet du Code civ. Tome XIII, p. 42. N° 14.

Cette responsabilité repose sur la présomption légale d'une faute personnelle du maître dans le choix du domestique. Le maître ne s'est pas entouré de renseignements suffisants ou sérieux quand il a engagé son serviteur. Il ne saurait échapper à cette responsabilité sous prétexte que le domestique a été choisi par sa femme en son absence. (1)

Mais il semble qu'avec le mauvais choix il faille, quand le domestique est mineur, tenir compte du défaut de surveillance exercé sur le domestique. Il existe, en effet, une jurisprudence qui assimile les domestiques mineurs aux enfants en tutelle. Il a été rendu par le Tribunal correctionnel d'Albi (2) le jugement qui suit : « Le maître n'est responsable du dommage causé par son domestique que lorsque le fait s'est produit dans les fonctions auxquelles ce domestique était préposé : il est nécessaire que l'acte préjudiciable soit le résultat ou la conséquence de l'ordre donné ou de l'emploi confié. Mais, si le domestique est mineur, la responsabilité du maître peut s'étendre à tous les actes de son domestique mineur, qu'ils soient ou non accomplis par celui-ci dans l'exercice des fonctions auxquelles il avait été préposé. En ce cas la responsabilité du maître dérive de la responsabilité du père

(1) Trib. corr. Barbezieux. Rec. Somm. 1896. N° 4079, p. 674.

(2) Albi 12 nov. 1897. Rec. Somm. 1898, N° 2865, p. 492.

à laquelle il est substitué. Si cette responsabilité se présume, cette présomption simple cède devant la preuve contraire ; elle repose sur un manque présumé de surveillance, cause initiale du fait dommageable, mais cette responsabilité disparaît, s'il résulte des circonstances de la cause que l'acte commis par le mineur, hors de la présence du père, ne se rattachait à aucune négligence antérieure imputable à ce dernier ». En ce sens on trouve aussi un jugement de Montauban du 28 mars 1903 confirmé par l'arrêt de la Cour de Toulouse du 4 juin 1903. (1)

Il y a donc à distinguer, quant à l'étendue de la responsabilité du maître, si le domestique est majeur ou mineur.

Pour que le maître soit responsable des actes du domestique majeur, deux conditions sont exigées : 1° Que le domestique soit vraiment un domestique et non un individu payé par le maître, mais travaillant à ses risques et périls ; 2° Que l'acte dommageable se soit produit dans les fonctions auxquelles ce domestique était préposé. Il est nécessaire comme le dit le Jugement cité plus haut, que l'acte préjudiciable soit le résultat ou la conséquence de l'ordre donné ou de l'emploi confié (2).

(1) S. 1906, 2, 13.

(2) Trib. Corr. Nérac, R. Somm. 1904, N° 3799, p. 701.

R. Somm. 1905, N° 3430, p. 640.

C'est d'ailleurs ce que décide l'art. 1384, C. civ. 3^e al. que la jurisprudence se contente d'appliquer. A ces deux conditions, le maître sera responsable du fait de son domestique majeur.

Mais si le maître a un domestique mineur, du moment qu'il existe une jurisprudence assimilant ce domestique à un enfant en tutelle, la responsabilité du maître en est singulièrement étendue. La première condition que nous exigeons pour que naisse la responsabilité du maître ayant un domestique majeur est encore nécessaire ici. Mais à la différence de ce qui existe pour ce dernier, il ne sera plus nécessaire que le fait dommageable soit le résultat ou la conséquence de l'ordre donné. Tout acte dommageable du mineur accompli, soit dans l'exercice de son travail, soit en dehors, entraînera la responsabilité du maître, qui en sera tenu de la même façon que le serait le père du mineur.

La situation du maître qui a un domestique majeur est donc, au point de vue de la responsabilité, plus favorable que celle du maître dont le domestique est mineur. La jurisprudence n'est cependant pas entièrement fixée en ce sens. Un jugement de Perpignan, confirmé par la Cour de Montpellier (1), exige pour la responsabilité du maître, que l'acte du mineur soit accompli « dans

(1) S. 1888, 2, 167.

l'exercice de son travail » et par là même exclut ceux accomplis en dehors des fonctions. En général, les jugements ou arrêts ne distinguent pas entre les domestiques majeurs ou mineurs. Ils exigent, pour que le maître encourre la responsabilité, que l'acte préjudiciable du domestique résulte des fonctions (1) ou même de l'abus des fonctions.

La distinction que nous avons faite entre les domestiques majeur ou mineur, au point de vue de la responsabilité, nous semble cependant intéressante et même utile et voici pourquoi. En admettant la responsabilité du maître qui a un domestique mineur pour les faits dommageables commis par ce dernier dans l'exercice de son travail seulement et non pour ceux qu'il fait en dehors de là, il y aurait toute une classe de faits préjudiciables dont les tiers lésés ne sauraient à qui faire remonter la responsabilité. Supposons, en effet, un mineur en service, qui, en dehors de ses fonctions, a commis un acte dommageable. Le père qui n'a aucun moyen de le surveiller, ne peut pas en être déclaré responsable (2). Le maître ne l'est pas davantage si l'on admet que sa res-

(1) Amiens, 29 juin 1904. R. Somm. 1905. N° 6348, p. 1197. Nérac. 6 février 1904, R. Somm. 1904. N° 3799, p. 701. R. Somm. 1905. N° 3430, p. 640. Cass. Crim. D. 1908, 1, 351. Crim. D. 1904, 1, 70.

(2) S. 1888, 2, 167. — J. P. 1894, 2, 161. — R. Somm. 1905. N° 6348 p. 1197. — R. Somm. 1905, N° 4149, p. 772. — S. 1906, 2, 13.

ponsabilité est engagée seulement par l'acte accompli pendant le service, car notre hypothèse suppose un acte commis en dehors du travail. Voilà donc un acte préjudiciable à un tiers pour lequel il n'existera aucun recours efficace, duquel personne ne sera responsable.

Mais si l'on admet le principe de la substitution de la responsabilité du maître à celle du père, il faut en accepter les conséquences et déclarer que, dans le cas où le maître est tenu pour responsable de l'acte commis par le mineur en dehors de ses fonctions, il doit pouvoir *comme le père* — et c'est un correctif logique à l'étendue de sa responsabilité — prouver qu'il n'est pas en faute ; s'il résulte des faits que l'acte dommageable n'avait été rendu possible par aucune négligence de sa part (1).

Lorsque, au contraire, la responsabilité a pour base le mauvais choix, le maître ne peut être admis à présenter aucune excuse. Il est donc responsable, même dans le cas où il est établi qu'il lui était impossible de prévoir et d'empêcher le dommage. Ainsi il a été jugé qu'une concierge qui donne ou refuse à un tiers des renseignements sur le compte d'un locataire de la maison, est dans l'exercice de ses fonctions, et que le proprié-

(1) Faut-il interdire cette preuve au maître, dans le cas où le mineur a commis l'acte dans le service, c'est-à-dire quand il est tenu comme maître et non comme substituant le père ? La logique l'exigerait.

taire est civilement responsable du fait dommageable commis par le concierge. Trib. civ. Seine (Rec. Somm. 1897 n° 2658 p. 437). Mais il s'est élevé des difficultés pour savoir quand le domestique pourrait être considéré comme ayant agi dans l'exercice de ses fonctions. Il a été jugé qu'il suffisait, pour engager la responsabilité du maître, que le fait se rattachât à l'exécution du mandat du domestique (S. 93-2-215). La Cour de Cassation avait jugé autrefois, qu'un domestique dans la maison de son maître, est réputé dans l'exercice de ses fonctions. Cass. 30 août 1860 (S. 1860 I 1013). Mais elle n'a pas continué dans cette voie et elle a déclaré que le maître n'est pas responsable d'un fait délictueux commis dans sa maison par ses domestiques si ce fait n'a pas été commis par les domestiques dans l'exercice de leurs fonctions (1).

Il a été jugé, et cet arrêt est loin de restreindre la responsabilité des maîtres, que ceux-ci sont responsables du dommage causé par leurs domestiques, non seulement dans l'exercice normal des fonctions pour lesquelles ils sont engagés, mais encore des dommages résultant de l'abus de ces fonctions. Ainsi le propriétaire d'une automobile est civilement responsable d'un accident causé par son chauffeur, même dans le cas où celui-ci, au lieu de rentrer au garage, comme il en avait reçu l'ordre,

(1) Cass. 1861, 5 juin (S. 1862, 1, 151) S. 1885, 1, 21.

s'est servi de la voiture pour faire une promenade d'agrément, au retour de laquelle l'accident est arrivé (1). La Cour prétendait que l'automobile avait été confiée au chauffeur pour accomplir un service commandé et qu'il appartenait au maître de surveiller l'exécution de son ordre, que d'ailleurs, en vertu de l'article 1384, les maîtres sont responsables, non seulement du dommage causé par leurs domestiques ou préposés dans l'exercice normal de leurs fonctions, mais encore de celui résultant de l'abus de ces fonctions.

Cet arrêt juridiquement exact paraît rigoureux pour le maître. Mais il faut le considérer sous l'angle du tiers lésé. Si le maître n'était pas déclaré responsable, quelle garantie aurait la victime de l'accident ? La responsabilité pénale du chauffeur ? Peu lui importe. Les dommages-intérêts auxquels il serait condamné ? Mais presque toujours, le domestique serait insolvable.

Dans le même sens, mais avec extension encore de la responsabilité du maître, on a jugé (2) qu'il est responsable du fait dommageable que le domestique a commis, non seulement — comme dans l'espèce précédente — à son insu, mais contre ses ordres exprès. La base de la responsabilité est toujours la même ; mais une réserve

(1) Cass. Crim. D. 1908, 1, 351.

(2) Cass. Crim. D. 1904. 1, 70.

a été faite dans cet arrêt. La responsabilité du maître n'existe pas quand la victime savait que le domestique agissait contre les ordres exprès de son maître. Dans l'espèce la victime était un camarade du chauffeur que celui-ci promenait en automobile, malgré la défense formelle du propriétaire de la voiture.

CHAPITRE III

Comment le louage de services prend fin

Nous distinguerons les modes d'extinction volontaires et les modes d'extinction forcés. — Chaque catégorie fera l'objet d'une section.

SECTION I

MODES VOLONTAIRES D'EXTINCTION

D'un commun accord, les parties peuvent, quand bon leur semble, mettre fin au contrat. Rien ne peut s'y opposer. Mais, la volonté unilatérale peut-elle légitimement y mettre fin ? Pour résoudre la question, une distinction s'impose entre le louage à durée déterminée et celui à durée indéterminée.

§ 1. — Louage à durée déterminée

Il y a deux manières de fixer la durée d'un contrat de louage de services que le code indique (art. 1780, al. 1^{er}). On peut engager ses services à temps c'est-à-dire au

jour, au mois, à l'année, ou bien pour une entreprise déterminée. Nous avons vu plus haut (Chapitre 1^{er}, Section I) ce qu'il fallait entendre par entreprise déterminée. L'entreprise déterminée autorisée par la loi, serait, par exemple, la construction d'une maison.

La durée déterminée résulte quelquefois de la loi. Deux cas sont à signaler.

1^o L'édit royal du 7 décembre 1729 qui décide que les ouvriers et voituriers ne peuvent quitter l'établissement pour aller travailler dans une autre usine, sous peine d'amende pendant que le haut fourneau est allumé.

2^o L'art. 15 de la loi du 9 juillet 1889 sur le Code rural ainsi conçu : « La durée du louage des domestiques et ouvriers ruraux est, sauf preuve contraire, réglée suivant l'usage des lieux. »

Lorsqu'un louage à durée déterminée est intervenu entre maître et domestique — le cas doit être très rare, pour les domestiques urbains tout au moins — chacune des parties contractantes est liée jusqu'à l'expiration du terme convenu. Au cas où l'une des parties se refuserait à remplir ses obligations, il y aurait inexécution d'une obligation de faire qui se résoudrait en dommages-intérêts. Toute rupture de contrat autorise donc la partie envers laquelle l'engagement n'est pas exécuté à réclamer la résiliation du contrat avec condamnation à des dommages-intérêts.

Cependant, la jurisprudence autorise, dans certains cas, la résiliation d'un tel contrat avant l'époque fixée. Il a été jugé (1) que le maître ayant pris à son service une domestique pour une certaine période de temps, ne commet pas une faute s'il la renvoie avant la fin de cette période, alors qu'il est autorisé à la croire en état de grossesse, par suite de son attitude et, notamment, de son refus de relever du secret professionnel le médecin qu'elle a consulté sur l'invitation du maître. Dans ces circonstances, le juge peut, à bon droit, refuser à la domestique les gages non échus qu'elle réclame à titre de dommages-intérêts.

En effet, dans le louage à durée déterminée, c'est l'art. 1184 que l'on doit appliquer. Chaque partie a le droit, par suite du jeu de la condition résolutoire tacite, de demander la résiliation, si l'autre partie ne remplit pas ses engagements. Dans l'arrêt précité, il est clair que la domestique enceinte n'est plus en état de faire son service ; elle manque à ses engagements ; résiliation au profit du maître et sans dommages-intérêts pour la domestique.

Dans le louage à durée déterminée, le domestique ne peut quitter son service même pour des motifs honnêtes, pour se marier ou assister ses parents ou s'engager, par

(1) Cass. civile, 26 février 1896. R. Somm. 1896, n° 2865, p. 481.

exemple. Mais ne doit aucuns dommages-intérêts s'il est appelé pour faire son service militaire.

L'arrivée du terme fixée par les parties dans le contrat qu'elles ont passé et l'achèvement de l'entreprise pour laquelle l'engagement avait été fait, mettent fin au contrat de louage de services à durée déterminée.

§ II. — Louage à durée indéterminée.

Le louage des domestiques est fait, en général, pour une durée indéterminée. Quand un maître engage un serviteur, c'est, sauf exception, dans l'espérance de le garder longtemps ; le domestique, de son côté, nourrit le même espoir.

Comment ce louage prendra-t-il fin ?

Pour étudier la question dans son ensemble, il faudra tenir compte de la jurisprudence d'avant la loi du 27 Décembre 1890 et de celle que l'on applique depuis la mise en vigueur de cette loi.

a) AVANT LA LOI DU 27 DÉCEMBRE 1890

Lorsque la durée du louage était indéterminée, chaque partie avait le droit de résilier le contrat en avertissant l'autre quelques jours avant son départ. Ce délai d'avertissement ou congé que la loi du 27 Décembre 1890 n'a pas supprimé et dont la durée est fixée par les usages, varie avec les villes et aussi avec les professions. Il est

d'ordinaire, de huit jours pour les domestiques. Ce congé permet, soit au maître, soit au serviteur, de chercher un autre domestique, ou un autre engagement.

Le domestique, pendant la durée du congé, a le droit de disposer de quelques moments, deux heures, en général pour chercher une autre place. — Pourrait-on condamner à des dommages-intérêts le maître qui, sur ce dernier point, ne se serait pas conformé aux usages ? L'affirmative a été jugée pour un concierge. — Mais ce n'est pas là un domestique ordinaire ; il lui faut trouver un logement pour sa famille et ses meubles ; la violation des usages n'a pas la même gravité pour un simple domestique.

Qu'arrivait-il lorsque le maître avait renvoyé son domestique ou que celui-ci était parti brusquement, sans observer le délai de congé ? La partie lésée pouvait obtenir des dommages-intérêts. « Attendu, dit un arrêt (1) qu'en matière de louage de services, il est d'usage, lorsque la durée du contrat n'a pas été fixée, que celle des parties qui veut rompre l'engagement prévienne l'autre, afin de permettre à celle-ci de se pourvoir d'un autre employé ou d'un autre emploi, et, qu'à défaut de ce délai, une indemnité est due pour la rupture intempestive ; qu'il n'y a d'exception que pour le cas où des circonstances

(1). — D. 1878 - 2 - 16.

exceptionnelles exigeraient le renvoi ou le départ immédiat de l'employé ... » Ainsi, on pourrait renvoyer sur le champ un Domestique surpris en flagrant délit de vol ; il n'aurait droit à aucune indemnité.

La jurisprudence, d'ailleurs, ce cas spécial de violation du délai de congé mis à part, ne condamnait à aucuns dommages-intérêts celui qui avait résilié, même sans motif sérieux, parce que c'était le droit de chacune des parties (1). Et dans l'arrêt cité plus haut, (1878-2. 16) l'employé congédié par la compagnie de chemins de fer sans qu'elle observât les délais d'usage obtint des dommages-intérêts, non parce qu'il avait été renvoyé pour des motifs futiles, mais parce que les délais d'usage n'avaient pas été observés.

b) DEPUIS LA LOI DU 27 DÉCEMBRE 1890.

Les salariés — spécialement les employés de chemin de fer — ne trouvant pas leurs droits suffisamment sauvegardés sous cette jurisprudence, pétitionnèrent pour obtenir une loi qui leur donnât plus de sécurité, demandant à ce qu'on ne pût les renvoyer que sur de justes motifs. Ils obtinrent satisfaction en la forme plus qu'au fond par la loi du 27 Décembre 1890 qui compléta l'art. 1780 C. civ.

Après avoir affirmé que le louage de services, fait sans

(1). — D. 1878 -2-16 .— D. 1880 - 1-202 .— D. 1882 - 1-164

détermination de durée, peut toujours cesser par la volonté d'une des parties contractantes, la loi indique que, néanmoins, la résiliation du contrat par la volonté d'un seul des contractants peut donner lieu à des dommages-intérêts ; mais elle ne dit pas dans quels cas ces dommages-intérêts pourront être alloués. — Pour leur fixation il sera tenu compte des usages, de la nature des services engagés, du temps écoulé, des retenues opérées et des versements effectués en vue d'une pension de retraite, et, en général de toutes les circonstances qui peuvent justifier l'existence et déterminer l'étendue du préjudice causé. Cette énumération, qui n'est pas limitative, laisse le champ libre aux appréciations du juge.

La loi étant peu claire, par elle même, il s'éleva, sur son interprétation, des discussions assez vives.

Suivant une opinion, elle avait réformé la jurisprudence appliquée jusqu'alors ; la loi disait-on n'aurait pas sa raison d'être si elle n'avait été votée que pour confirmer la jurisprudence ancienne ; elle réformait, en ce sens que le domestique ou l'ouvrier ne pourrait plus être renvoyé sans motifs légitimes « Si ce système avait triomphé, dit M. Planiol (1) le droit de résiliation arbitraire se serait trouvé supprimé et remplacé par un sim-

(1) 2. Ed. T. II. P 587 N° 1888. Toute l'étude de cette loi est fortement inspirée de cet auteur.

ple droit de résolution pour justes motifs, analogue à la résiliation du louage des choses, avec cette différence que la résolution s'opérerait par un congé amiable et non par une action en justice. Ainsi comprise la loi du 27 Décembre 1890 aurait eu des résultats pratiques déplorables : sous son apparence impartiale et bilatérale, elle aurait consacré une injustice car le principe de l'indemnité, toujours applicable contre le patron, n'aurait pas été susceptible de recevoir son application contre l'ouvrier ou le domestique ».

Une deuxième opinion que suivit la jurisprudence, prétendait qu'on n'avait rien voulu changer mais simplement confirmer l'état antérieur des choses. Cependant, une loi avait été faite, quelle innovation avait-elle apportée dans la matière ? Elle consiste en ceci : Le domestique et l'ouvrier ont le droit de demander les raisons de leur renvoi ce qui n'existait pas avant 1890 puisque le droit de résiliation était absolu. Le principe des dommages-intérêts est reconnu et affirmé : si le maître ne prouve pas qu'il avait de justes motifs de renvoyer son domestique, il peut encourir une condamnation à des dommages-intérêts. Mais les tribunaux se laissent aisément convaincre de la gravité du motif de renvoi (1).

La jurisprudence actuellement est fixée en ce sens :

(1) D. 1893 — 2. 170 — D. 1894. — 2. 394 — D. 1895 — 2. 228.

Aux termes de l'article 1780 al. 2, le contrat de louage de service, fait sans détermination de durée peut toujours cesser, par la volonté de l'une des parties contractantes, mais la rupture peut donner lieu à des dommages-intérêts si la partie qui a provoqué la résiliation a abusé de son droit. — Le maître donc ne doit pas faire de son droit un *usage abusif* — le domestique pas davantage.

L'expression usage abusif n'est pas claire par elle-même — Voici deux applications fréquentes de l'usage abusif : Un domestique a été renvoyé sous l'unique prétexte de son affiliation à un syndicat, le maître a commis un usage abusif de son droit, même s'il a observé vis-à-vis du domestique les règles du congé.

En l'absence d'une convention expresse, le maître qui congédie son domestique sous le prétexte qu'une saisie-arrière a été pratiquée sur ses gages est passible de dommages-intérêts pour usage abusif de son droit (1).

C'est au juge à relever les circonstances desquelles il prétend faire résulter l'abus. S'il n'en relève aucune, sa décision manque de base légale et doit être cassée.

Actuellement donc, le droit de résiliation dans un

(1) Caen, 21 oct. 1905, Rec. Som. 1907 N° 2745, p. 522. — Caen, 27 avr. 1906. — Rec. Som. 1907, N° 2746, p. 522. — Lille, 2 juillet 1906. Rec. Som. 1907, N° 1990, p. 373. — Cons. Prud. Seine, 13 juin 1906. Rec. Som. 1907, N° 1209, p. 226. — Trib. paix Ivry-sur-Seine, 24 Nov. 1908. Rec. Som. 1909, N° 1291, p. 233. — Rec. Som. 1909, N° 1295, p. 233. — Rec. Som. 1909, N° 500, p. 90.

contrat de louage de services à durée indéterminée existe pour les deux parties. Néanmoins, si l'une des parties a fait un usage abusif de son droit de résiliation, elle peut être condamnée envers l'autre à des dommages-intérêts. L'appréciation des circonstances, desquelles résulte de l'usage abusif, est livrée au juge ; c'est lui aussi qui fixe, mais suivant les éléments multiples énumérés par l'art. 1780 al. 4 et qui peuvent se combiner entre eux, le montant des dommages-intérêts. Ils sont en général peu élevés pour les domestiques.

L'indemnité que l'on allouait avant la loi du 27 décembre 1890 au domestique renvoyé sans qu'on observât à son égard le délai de congé et auquel on n'avait rien de grave à reprocher, lui est encore accordée comme auparavant. Jugé qu'un chauffeur est, avec raison, assimilé pour le règlement de l'indemnité de renvoi à laquelle il peut avoir droit, à tous les autres domestiques auxquels une indemnité de huit jours peut être allouée, en cas de brusque renvoi (1).

En résumé, deux causes peuvent, à propos de la résiliation du louage de service à durée indéterminée, motiver l'allocation de dommages-intérêts.

1° Le brusque renvoi ou le brusque départ, c'est-à-dire, en violation des délais d'usage ;

(1) Seine. — Rec. Som. 1901, N° 4101, p. 703.

2^o L'usage abusif du droit de résiliation, même quand la partie, qui s'en rend coupable, a observé tous les délais d'usage.

Il a été jugé (1) que le maître doit avoir — en vertu du principe de la liberté du domicile — le droit de renvoyer dans tous les cas — dans le louage à durée déterminée comme dans le louage à durée indéterminée — le domestique dont il prétend être mécontent et que si un contrat de louage est intervenu entre eux, fixant certaines conditions particulières dans lesquelles le congé pourra être donné, l'engagement qui en résulte pour le maître, n'a d'autre effet que de le rendre passible de dommages-intérêts à raison de l'inexécution de la convention.

SECTION II

Modes forcés d'extinction

Ce sont : 1^o — La maladie prolongée du domestique ;
2^o La mort du domestique et celle du maître. Ces deux modes s'appliquent indistinctement aux louages de services à durée déterminée ou indéterminée.

(1) Trib. Caen, 12 mars 1895. Gaz. Trib. 24 juillet 1895.

1° La maladie prolongée du domestique ou une infirmité le rendant incapable de faire son service.

La maladie de l'ouvrier constitue un cas de force majeure qui dispense le patron de payer les salaires pendant tout le temps où il a été privé des services qu'il avait le droit d'exiger. — Le patron peut même résilier le contrat quand la maladie dure trop longtemps et que le travail de l'ouvrier ne peut être interrompu sans préjudice pour l'employeur.

En ce qui concerne les domestiques, la jurisprudence s'est montrée moins rigoureuse. Si la maladie est de courte durée, le maître est tenu, non seulement comme devoir d'humanité, mais en droit, de payer les gages de son domestique tant que dure la maladie. Les décisions à ce sujet remontent très haut. — Un maître fut condamné par le Parlement de Toulouse à payer les gages de son domestique qui était demeuré six semaines malade dans la maison où il était en service. La même solution a été admise au Parlement de Paris le 15 juin 1419 et le 22 septembre 1483 (1). Mais, aujourd'hui, les domestiques malades ne sont plus, sauf exception, soignés chez leurs maîtres ni à leurs frais. En effet, presque

(1) GUILLOUARD. — *Contrat de louage*, Tome II, p. 296 et suivantes. DUVERGIER rapportant cette jurisprudence s'écriait : « Serions-nous, aujourd'hui, moins humains qu'on ne l'était au xve siècle ? » cité par GUILLOUARD, *ibid.*

tous les syndicats professionnels à côté desquels fonctionnent des caisses de secours, et les Sociétés mutuelles, allouent à leurs membres des indemnités de maladie, les soins médicaux et pharmaceutiques. Ces groupements se montrent très reconnaissants aux maîtres qui font soigner leurs domestiques à leurs frais des bonis qu'ils encaissent de ce chef.

Si la maladie est assez longue, mais que le maître ne veuille pas la rupture du contrat, il semble juste qu'il fasse certaines retenues sur les gages surtout s'il prend les frais de maladie à sa charge, mais le domestique n'est aucunement passible de dommages-intérêts (1).

Quant aux maladies de longue durée, elles amènent la résiliation du contrat. Le maître ne peut pas rester longtemps privé des services de son domestique ou s'exposer à renvoyer celui qu'il aurait pris en remplacement. Le cas du domestique malade peut se rapprocher de celui où le domestique, en bonne santé, est incapable de remplir le service pour lequel on l'a engagé.

2° La mort du domestique — celle du maître. — La mort du domestique résout, de plein droit, l'engagement contracté. Cela n'est pas dit expressément par la loi, mais résulte de l'art. 1122 ainsi conçu : « On est censé avoir stipulé pour soi et pour ses héritiers et ayant cause

(1) DURANTON, XVII, p. 234.

à moins que le contraire ne soit exprimé ou ne résulte de la nature de la convention ». Or, le louage de services est fait *intuitu personæ*, il résulte donc de sa nature qu'il finit avec ceux qui ont contracté. L'art. 1795 stipule aussi que « le contrat de louage d'ouvrage est dissous par la mort de l'ouvrier, de l'architecte ou de l'entrepreneur ». — Cet article règle un cas bien voisin du nôtre. — D'ailleurs, le bon sens exige cette solution.

En est-il de même de la mort du maître ? La mort du patron, en général, ne met pas fin au louage de travail — au moins dans la grande et la moyenne industrie. — La personne du patron est, en effet, presque toujours indifférente à l'ouvrier. — Mais celle du maître est loin de l'être au domestique — les services de ce dernier sont rendus directement à la personne de l'autre contractant ; il existe, entre eux, des rapports constants qui font décider que, contrairement à ce qui arrive pour le patron, la mort du maître met fin au contrat de louage de service.

CHAPITRE IV

SECTION I

Le domestique en face des lois nouvelles

Les domestiques se plaignent que le législateur ne pense à eux que lorsqu'il veut se faire servir, et pas assez dans l'exercice de ses fonctions. Ils se trouvent déshérités, sacrifiés — tel est le fond de leur pensée — aux ouvriers dont ils cherchent à se rapprocher du plus près possible. Que diraient-ils, s'ils jetaient un coup d'œil sur les très nombreuses lois qui ont été votées en faveur des ouvriers depuis 1890 — pour nous borner ? Lois sur le travail des enfants, filles mineures et femmes dans les établissements industriels, sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs, loi sur les accidents du travail, sur les accidents agricoles, lois sur le travail des ouvriers mineurs apportant périodiquement des modifications aux lois précédentes sur la même matière, décrets sur la durée de travail des adultes, sur le contrat de louage des agents de chemins de fer, loi sur le repos hebdomadaire, pour n'en citer qu'un certain nombre.

Parmi ces lois, aucune ne s'occupe des domestiques. Quelques autres, faites pour les ouvriers, peuvent s'étendre aux domestiques, par voie d'analogie, parce qu'ils ne sont exclus de leur bénéfice ni par les termes, ni par la matière même de la loi. — Telles sont : la loi du 2 juillet 1890 dont l'art. 3 établit le droit au certificat ; celle du 12 janvier 1895 relative à la saisie-arrêt des salaires et petits traitements — la loi dit : le salaire des ouvriers et gens de service... (art. 1^{er}) ; celle du 14 mars 1904 qui s'occupe du placement des employés et ouvriers des deux sexes et de toutes professions.

Enfin, la loi du 19 juillet 1907, sur l'adhésion à la législation des accidents du travail parle des domestiques et prévoit les déclarations qu'ils pourront faire.

Les gens de maison qui sont un peu oubliés se groupent actuellement et par la voie de quelques-uns de leurs syndicats et associations professionnels, ils font connaître leurs revendications. Voici les principales : suppression totale des bureaux de placement intéressant la corporation ; l'application de la loi sur le repos hebdomadaire ; l'observation des règlements d'hygiène ; la réglementation des heures de travail ; l'extension obligatoire de la loi du 9 avril 1898 aux accidents.

**I. — Suppression totale des bureaux de placement
intéressant la corporation.**

La loi du 14 mars 1904, qui prévoit la suppression des bureaux de placement payants déjà existants et réglemente la création des nouveaux, facilite le placement gratuit privé organisé par les syndicats, bourses du travail, sociétés de secours mutuels ; elle oblige les mairies des villes ayant une population de plus de 10.000 âmes à tenir un registre d'offres et de demandes. Si, malgré toutes ces facilités de placement, on trouve encore des bureaux payants bien achalandés c'est que les domestiques ont intérêt à s'y adresser. Il est possible que ces bureaux ayant des demandes d'emploi sérieuses émanant d'une ancienne clientèle de maîtres, fournissent aux domestiques de bonnes places, ils sont d'ailleurs rétribués par les employeurs seuls. (Art. 11, al. 6). Cet état de choses ne semble pas tellement mauvais qu'il doive amener une nouvelle intervention des pouvoirs publics, d'autant que les domestiques n'ignorent pas les placements gratuits (1). Il y a d'ailleurs une raison fiscale au maintien de ces bureaux : il faudrait en indemniser les propriétaires (2).

(1) Les concierges, paraît-il, s'occupent beaucoup de placement, mais pas gratuitement.

(2) L'idée syndicaliste n'est peut-être pas étrangère à cet effort pour la suppression de ces bureaux ; les domestiques qui s'y adressent échappent en effet à l'action professionnelle et constituent le poids mort qui paralyse la marche des plus avancés.

2°. — **L'application de la loi sur le repos hebdomadaire**

La loi du 13 juillet 1906 ne s'applique pas aux gens de maison, même si les maîtres qui les occupent sont commerçants ou industriels. Plusieurs tribunaux ont décidé que « si la loi de 1906 ne s'applique pas aux gens de maison, ou domestiques attachés à la personne, il doit en être autrement quand ils sont employés à des affaires commerciales ».

En pareil cas, le domicile particulier devient une dépendance de l'établissement commercial.

« En conséquence, commet une infraction à la loi, le commerçant qui emploie une domestique à la vente, un jour de repos hebdomadaire ». Tribunal simple police, Lille, 15 Décembre 1906 (1).

Il a été jugé que si le domestique attaché à la personne s'occupe, pour si peu que ce soit, d'un travail commercial ou industriel, il perd sa qualité de domestique au regard de la loi, et, par là même, est soumis à l'obligation du repos hebdomadaire. — L'espèce était la suivante : Une bonne à tout faire, employée par un boulangier, remplaçait momentanément son maître dans le magasin. — Tribunal simple police, Paris, 20 Décembre 1906 (2). Cette décision est trop rigoureuse. Si la juris-

(1) Gaz. Trib. 30 Décembre 1906.

(2) Gaz. Trib. 1907, 2, 147.

prudence entraîtrait dans cette voie, tous les domestiques des commerçants de détail, en arriveraient à confondre en leur personne les deux catégories de salariés que la loi distingue : ceux qui n'ont pas droit au repos hebdomadaire — gens de maison — et ceux pour qui elle a été faite — tous les autres salariés. — En même temps, il en résulterait une gêne réelle pour le maître obligé d'organiser chez lui, le repos par roulement prévu par la loi.

L'application de la loi à l'industrie hôtelière souleva de vives critiques en raison des difficultés du remplacement de certains domestiques. Une première opinion qui se traduisit par un jugement du Tribunal simple police, Lille, du 27 Octobre 1906 (1), faisait, parmi les domestiques d'un même hôtel, une distinction entre ceux préposés au restaurant, ou aux cafés attenants, (maîtres d'hôtel, sommeliers, garçons de restaurant) et ceux attachés à la personne des voyageurs (valets de chambre, lingères, etc.), les premiers étant soumis à la loi, les seconds assimilés aux gens de maison, n'en profitaient pas.

Cette opinion ne fut pas admise. « Il n'y a pas lieu, dit un jugement de simple police, Lyon, le 5 Décembre 1906 (2),

(1) Déc. just. paix 27 Octobre 1906.

(2) Gaz. Palais 1907. 1-44.

de distinguer, au point de vue de l'obligation du repos hebdomadaire, entre les domestiques faisant le service particulier des voyageurs et ceux employés au service général de l'hôtel. Tous concourent à la marche régulière de l'hôtel et doivent bénéficier du repos ». Sur appel, la décision fut confirmée en termes presque identiques.

Les gens de maison sont donc exclus du bénéfice de la loi ; ils s'en plaignent. Il serait facile de la leur étendre ; mais comment en assurer l'application (1). Le repos hebdomadaire absolu serait une gêne intolérable pour certains maîtres. La nécessité du repos hebdomadaire ne se fait pas sentir pour le domestique autant que pour l'ouvrier. Celui-ci occupé à des travaux plus pénibles, surveillé de près ou obligé au travail par sa machine, fournit beaucoup plus. Le serviteur trouve un repos relatif dans la diversité de ses occupations et la surveillance peu étroite du maître. D'ailleurs, quel est le domestique qui n'a pas au moins son après-midi du dimanche à lui ?

3° L'observation des règlements d'hygiène

Sur ce point, les revendications des gens de maison sont justifiées. Nous avons vu les efforts sérieux de di-

(1) Aux prix de quelles ingérences dans la vie privée.

vers groupements pour arriver à améliorer les logements du « sixième ». Il faut laisser aux idées nouvelles le temps de faire leur chemin. Plus les domestiques voudront prendre moins et moins vite on sera tenté de leur donner.

4^o La réglementation des heures de travail

Les mêmes objections se posent que pour la loi du repos hebdomadaire. — Comment faire appliquer la loi ?

Mais, sur ce terrain, et, puisque la tendance est à régler par des lois (1), les rapports que des mœurs bienveillantes et humaines et les usages devraient seuls régir, il y aurait à réaliser en faveur des domestiques mineurs une réforme bienfaisante.

Elle consisterait à établir pour les enfants entrant en service un âge légal, à l'imitation de ce que prescrit l'article 2 de la loi du 2 Novembre 1892. Resterait à fixer cet âge.

Deux écueils seraient à éviter : trop jeune, l'enfant court des dangers physiques et moraux ; attendre au delà d'un certain âge causerait un préjudice à l'enfant lui-même ainsi qu'à ses parents. Il semblerait que l'âge de 14 ans concilierait toutes les exigences (2). C'est surtout

(1) Procédé qui ne facilite guère l'entente entre les intéressés.

(2) On peut le trouver un peu avancé, mais nous insistons sur le défaut de surveillance de l'enfant en service au contraire de l'apprenti qui travaille en commun.

les domestiques femmes que cette loi protégerait. Sans tomber dans le travers de la sensiblerie, il est pénible de voir des petites filles de dix à douze ans, déjetées pour avoir porté des enfants trop lourds, s'occupant, dans l'intérieur, à des travaux fatiguants, et faisant de trop bonne heure l'apprentissage de la rude vie de ménagère. On éviterait ces abus, en partie, par l'obligation d'un âge légal. Et cette fixation rendrait inutile, dans une certaine mesure, la limitation, réclamée par les syndicats et si difficile à instituer pratiquement, des heures de travail pour les femmes et les filles mineures (1).

**5°. — L'extension obligatoire de la loi du 9 Avril
1898 aux accidents des domestiques.**

Nous avons traité de la loi du 18 juillet 1907 organisant l'adhésion facultative à la loi des accidents du travail et relaté son peu de succès.

Nous avons vu aussi que cette loi, n'était, dans l'esprit du législateur, qu'une étape dans l'extension de ce principe à tous les accidents. M. Pugliesi-Conti, député de Paris, a déposé le 29 Mai 1908 un projet de loi dont l'article unique est ainsi conçu :

ART. 1^{er}. — Tout domestique attaché ou non à la personne, est placé sous le régime de la législation concer-

(1). Le point faible de cette réforme serait encore la difficulté d'application de la loi.

nant la responsabilité du travail, loi du 9 Avril 1898, pour tous les accidents qui leur surviendraient par le fait ou à l'occasion du travail.

Dans la tribune du journal « *le Serviteur* » bulletin officiel du « Genêt » association de gens de maison affiliée au parti jaune propriétaire, une intéressante discussion s'éleva entre l'auteur du projet et M^e de la Loge d'Ausson, avocat à la cour d'appel. Ce dernier prétendait (1) que « l'extension aux gens de maison du bénéfice du risque professionnel est une mesure éminemment utile et désirable. » (2) Mais, que quand ce projet de loi « propose l'extension aux gens de maison de la tarification légale de la loi de 1898, il semble sacrifier les intérêts qu'il prétend servir. »

En effet, d'après cette loi, l'ouvrier a droit : pour l'incapacité absolue et permanente à une rente égale aux deux tiers de son salaire annuel ; pour l'incapacité partielle et permanente à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire. « Or, continue M^e de la Loge d'Ausson, les gens de maison étant logés, nourris, chauffés et blanchis, ne touchent guère de traitements annuels dépassant 1200 francs ; habituellement, leur traitement varie de 600 à 1200 francs »

(1) Le « *Serviteur* » du 10 Février 1909.

(2) Nous avons vu qu'elle profitait surtout au domestique.

Dans le cas d'une fracture de membre qui réduit la « capacité ouvrière de 6 % à 12 % », un domestique blessé toucherait une pension annuelle de 30 à 72 francs. « Une pareille tarification, dit encore M^e de la Loge d'Ausson, qui ne tient compte ni de la situation du blessé — célibataire ou marié, sans enfant ou chargé de famille, jeune ou vieux, libre ou grevé d'un secours aux ascendants — qui ne permet d'apprécier ni les facultés futures ni les chances d'avancement ou d'avenir de l'ouvrier compromises ou perdues : tarification égalitaire, brutale, administrative, est-elle désirable pour les gens de maison ? Je ne le pense pas... » L'auteur de ces intéressantes remarques aurait voulu un projet de loi ainsi conçu :

Art. 1^{er}. — Le bénéfice du risque professionnel est étendu aux gens de maison.

Art. 2. — Les indemnités et rentes pour accidents, seront déterminées par les tribunaux qui tiendront compte de tous les éléments du dommage réellement subi.

M. Pugliesi-Conti répondit par la voie du même bulletin (1) que la somme qui servait de base à la fixation des pensions comprenait — suivant une jurisprudence bien établie — non seulement le montant net du salaire, mais tous ses accessoires, même les cadeaux habituels,

(1) *Le Serviteur* du 24 février 1909.

même les pourboires ; qu'ainsi les pensions seraient calculées en conséquence ; que du système proposé par M^e de la Loge d'Ausson il résulterait incertitude dans le chiffre de la pension, lenteur des procès et augmentation des primes d'assurances ; qu'il lui semblait préférable de s'en tenir au premier projet.

SECTION II

Syndicats — Associations — Sociétés de Secours Mutuels

La tendance toute naturelle d'ailleurs, vers la réunion des intérêts professionnels dont nous constatons le renouveau quelque peu bruyant n'a pas laissé les gens de maison indifférents.

Pour achever cette étude il nous a paru intéressant de passer en revue quelques groupements de domestiques. Nous en noterons l'esprit, le nombre des adhérents, les services qu'ils leur rendent et les organes.

Chambre syndicale ouvrière des gens de maison

fondée le 3 Novembre 1886

But. — « 1^o Etablir des rapports constants entre tous les membres de la corporation des serviteurs de

maisons bourgeoises, dits *Gens de Maison*, pour se connaître, s'apprécier et coordonner leurs efforts en vue de se procurer des places sans avoir recours à l'intermédiaire des bureaux de placement. A cet effet obtenir le concours des maîtres ;

2° La recherche, l'étude et la mise en pratique d'institutions destinées à améliorer la situation de ses adhérents tels que : orphelinats, maisons de refuge pour les vieillards, caisse de secours et de retraites, etc..., etc... »

ART. 2. — « Il faut, pour être admis membre de la Chambre syndicale, faire partie de la corporation des gens de maison et fournir de bonnes références ». Chaque membre verse outre le droit d'entrée, une cotisation annuelle de dix francs payable pendant vingt-cinq ans.

ART. 9. — « Tout membre syndiqué qui, après vingt-cinq années de sociétariat, atteindra l'âge de cinquante-cinq ans, aura droit à une pension de retraite. — Cette pension aussi élevée que le permettront les ressources de la Chambre syndicale sera fixée en Assemblée générale sur la proposition du Conseil. Toutefois, elle ne pourra être supérieure à la somme de 250 francs... »

La Chambre syndicale va commencer à verser des retraites dans trois ans, elle assure à tout membre ayant cinquante-cinq ans d'âge et vingt-cinq ans de versements

une rente viagère de 250 francs, c'est-à-dire égale au total des cotisations. La gestion financière de la Chambre syndicale a donc été singulièrement bien menée.

La Chambre syndicale ne s'occupe ni de religion ni de politique ; elle est exclusivement, une société de secours et placement mutuels.

Elle comptait au 30 janvier 1909, 9792 adhérents inscrits. Les demandes de serviteurs s'élèvent à 28.613. Son actif était à la même date, en y comprenant l'actif industriel représenté par la propriété du journal de 42.461,30.

La Chambre syndicale publie mensuellement un « Journal des Gens de Maison », organe officiel et propriété de la Chambre syndicale des gens de maison.

Société de Secours Mutuels des Gens de Maison

(DOMESTIQUES FRANÇAIS DES DEUX SEXES)

fondée le 1^{er} Avril 1848

But. — ART. 1^{er}.... « 1^o De donner les soins du médecin et les médicaments aux sociétaires malades ;

2^o De leur payer une indemnité pendant la durée de l'incapacité de travail due aux maladies dont ils peuvent être atteints ».

3^o De pourvoir à leurs funérailles ;

4° D'accorder des pensions de retraite aux sociétaires et une indemnité à leur veuve ou aux orphelins ».

Une pension qui ne pourra excéder 360 francs sera versée annuellement à tout sociétaire âgé de soixante ans qui aura, pendant vingt-cinq ans, versé une cotisation fixée à vingt francs par an s'il entre dans la société avant trente ans, à vingt-cinq francs passé cet âge. La pension est payable par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. Jusqu'à ce jour les pensions ont été liquidées à raison de 40 et 50 % du capital versé.

Si le montant de la cotisation est plus élevé que dans d'autres sociétés similaires, c'est en raison des secours médicaux et pharmaceutiques que la société est appelée à donner à ses membres.

Notons que le sociétaire qui « commet des excès alcooliques » (Art. 28) cesse de recevoir les secours prévus en cas de maladie.

La société encourage les longs services dans une même maison en décernant, aux assemblées générales, des médailles d'argent, de vermeil et d'or aux adhérents qui sont restés dix, vingt et trente ans chez les mêmes maîtres.

Au 31 décembre 1908, la société comptait 2.000 membres tant honoraires que participants et versait des retraites à 106 sociétaires. Son actif était de 771.036 fr. 18.

Union fraternelle des gens de maison

Société de Secours Mutuels

But. — L'Union se propose :

1° De donner les soins du médecin et les médicaments aux sociétaires malades ;

2° De leur payer une indemnité pendant le temps de leur maladie ;

3° D'accorder des retraites aux sociétaires ;

4° En cas de décès d'un sociétaire, des secours pourront être accordés aux enfants mineurs.

ART. 21. — La cotisation est fixée à 15 francs par an pour ceux qui entreront dans la société avant trente-cinq ans, à 18 francs de trente-cinq à cinquante ans.

ART. 28. — L'indemnité de maladie est de 1 fr. 50 par jour pendant le premier trimestre, de 1 fr. par jour pendant le deuxième.

ART. 36. — « Aucun secours n'est accordé pour les maladies causées par l'intempérance ou la débauche, ni pour les blessures reçues dans une rixe ou une émeute lorsqu'il est prouvé que le serviteur a été l'agresseur ou y ayant pris part volontairement ».

ART. 38. — Le Sociétaire âgé de cinquante-cinq ans qui aura versé pendant vingt ans la cotisation de l'article 21 aura droit à une pension de retraite qui ne pourra

être inférieure à 27 fr. ni excéder le décuple de la cotisation annuelle.

ART. 50. — Toute contestation entre la Société et l'un de ses membres, sera portée devant les tribunaux ordinaires.

Le Genêt

Association affiliée au parti jaune propriétaire

Nous nous trouvons ici en présence d'une association poursuivant un but politique et social.

C'est en 1905 que M. Biétry, sur la demande d'un groupe de valets de chambre, jeta la base d'une organisation sociale de gens de maison. Elle avait pour but d'opposer les organisations jaunes aux syndicats rouges. Sans aucun esprit de lutte de classe, fidèles aux principes des jaunes, les sociétaires du « Genêt », veulent l'entente entre les maîtres et le serviteur, « en évitant de sacrifier les uns au profit des autres ». L'association n'a pas voulu un programme unique de revendications pour tous les gens de maison. Elle estime, en effet, que sous cette dénomination unique de gens de maison, entrent des éléments disparates et des intérêts divers. Les intérêts et par conséquent les desiderata des femmes de chambres et des chauffeurs, des cuisinières et des maîtres-d'hôtel sont loin d'être les mêmes. Aussi laisse-t-elle

chaque catégorie délibérer sur ses revendications propres pour les faire sonner haut le jour où, dans chaque groupe, une majorité tombera d'accord sur les avantages à demander.

Le Genêt a établi divers services ou groupes.

1° Des conférences et réunions.

2° Une caisse de secours mutuel dont la cotisation annuelle est de 6 francs, donnant droit à 2 francs par jour, pendant trente jours, plus médecin et médicaments en cas de maladie et 2 fr. par jour pendant vingt jours en cas de manque de ressources pendant le chômage.

3° Des cercles d'étude.

4° Des cours professionnels pour femmes de chambre.

5° Le cercle des gens de maison — comité des fêtes. —

6° Un comité propriétaire de maîtres-d'hôtel et valets de chambre. Ce comité d'électeurs a pour but « de faire son devoir vis à vis de la France, de la liberté et des intérêts corporatifs ».

7° Enfin et surtout, un office de placement gratuit qui est la raison d'être et la base même de l'association.

L'exercice de 1908-1909 s'est soldé par un bénéfice de 646 fr. 40 : La Société n'a encore que cinq ans d'existence. Le Genêt a enregistré de Février 1908 à Février 1909 : 6.674 demandes de maîtres ; 1.625 offres de sociétaires, 1.371 maîtres ayant reçu satisfaction. Son organe est « Le Serviteur » bulletin hebdomadaire de l'Association.

Le Syndicat Français des Gens de Maison

But. — Le Syndicat se propose :

1° D'étudier l'organisation actuelle du travail et de chercher à en améliorer les conditions.

2° De protéger les débutants.

3° D'établir des rapports constants entre les membres de la corporation, en vue de se procurer du travail dans de bonnes maisons et d'améliorer leur situation, d'obtenir le concours des maîtres pour atteindre ce but.

4° D'étudier les moyens de prévoir les différends qui pourraient survenir entre les maîtres et les serviteurs et de les régler dans l'intérêt des deux parties.

5° De créer des institutions économiques d'assistance mutuelle et de prévoyance et autres reconnues nécessaires par le Syndicat.

6° De rechercher les moyens de perfectionner la valeur professionnelle de ses membres.

De tout ce programme très vaste, il a été réalisé quelque chose déjà.

1° Une caisse de secours a été fondée par le Syndicat, dans le but de venir en aide aux membres qui chôment ou sont malades.

2° Un service de placement qui assure les mouvements suivants :

	DEMANDES	OFFRES	PLACEMENTS FIXES	EXTRAS
1902	1342	1025	901	8
1903	1825	1541	1320	12
1904	2141	1925	1498	22
1905	2145	2006	1714	114
1906	2915	2210	1840	200
1907	3042	2470	1955	165

3° Un service de coopération. Les syndiqués vont se fournir chez les marchands désignés par l'association et envoient leurs factures acquittées à l'agent général, qui les centralise et obtient sur le total une réduction dont il fait profiter les sociétaires. C'est donc un escompte réel qui leur est fait.

4° Des cours gratuits ont été organisés ; une bibliothèque renferme des ouvrages techniques et des publications périodiques concernant le service et les questions sociales.

Le Syndicat, malgré toute sa bonne volonté, nous permettra de demeurer sceptiques sur un point — c'est le but que se propose le n° 6 du programme exposé plus haut : « Le Syndicat veut étudier les moyens de prévoir les différends qui pourraient survenir entre les maîtres et les serviteurs et de les régler dans l'intérêt des deux parties ». Tout le monde sait par expérience qu'il n'y a pas d'arbitrage possible en cas de différends entre maître et serviteur ; ou bien après la rupture, l'entente se refait d'elle même ou bien chacun reste sur ses positions

et le contrat se résilie, mais l'intervention d'un tiers est nettement inutile.

Le syndicat français des gens de maison s'inspire des principes les plus sages. Il ne doit, dit l'organe du syndicat, (1) « inspirer la méfiance à personne ni aux maîtres ni aux serviteurs. Tandis que la plupart des autres syndicats ouvriers ont été créés dans un esprit de lutte contre le patronat, tandis que par la propagande, par la grève, par le sabotage, ils appuient bruyamment leurs revendications, notre syndicat se propose surtout la bonne harmonie des classes, l'entente parfaite entre maîtres et serviteurs. » Les syndiqués ne sont pas des révolutionnaires ; « ils acceptent les inégalités sociales comme une des conséquences de l'existence humaine et croient fermement que c'est, surtout, par la fidélité au devoir que l'on peut arriver à l'amélioration du sort commun. » (2)

Le nombre des syndiqués était au premier Janvier de 2.000 environ. L'actif social de : 6.233,98.

Le syndicat a pour organe « Le moniteur des gens de maison » qui paraît tous les mois.

Ces associations ne sont pas les seules qui existent. On compte encore :

« *La protectrice des gens de maison* ».

« *Le Cordon-Bleu* », association de cuisinières.

(1) *Le moniteur des gens de maison*, 15 Août 1907.

(2) *Le moniteur des gens de maison*, 15 Août 1907.

« *L'association indépendante des gens de maison des deux sexes* ».

« *L'union syndicale des gens de maison* ».

« *Le syndicat des gens de maison femmes* ».

« *La société amicale et mutuelle des gens de maison* ».

« *La Paquerette du Faubourg-Saint-Germain* ».

« *La société de secours mutuels des cochers et conducteurs d'automobiles de maisons bourgeoises* ».

La Bourse du travail a organisé aussi un syndicat de gens de maison (1).

Parmi ces associations, presque toutes s'occupent de questions professionnelles, quelques-unes poursuivent en plus un but politique, d'autres sont exclusivement des mutualités. Il est probable que ce ne seront pas les seules. Nous souhaitons aux groupements qui se formeront, tout en s'occupant de questions professionnelles, de ne pas grossir démesurément le chapitre des revendications, de laisser à d'autres le soin des affaires politiques et de porter toute leur attention sur la mutualité si riche en bienfaits encore incompris.

Vu :

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,

M. PLANIOL

Vu :

et permis d'imprimer,

LE VICE-RECTEUR
DE L'ACADÉMIE DE PARIS,
L. LIARD.

Vu :

LE DOYEN,
LYON-CAEN.

(1) Il aurait été intéressant d'enregistrer ses tendances. Nous n'avons pu avoir de renseignements malgré nos efforts.

Paris, Imprimerie HENRI JOUVE

